

MODULE 2_Croissance et développement du XIXème siècle à nos jours

2.1. La croissance économique

2.2. Les transformations des structures économiques, sociales et démographiques depuis le XIXème siècle.

2.2. 1. Les transformations des structures économiques et financières (= chapitre 1)

2.2.2. Mobilité sociale et transformations des structures sociales (= chapitre 2)

2.2.3 Transformations démographiques et évolution des modes de vie (= chapitre 3)

Chapitre 2 Mobilité sociale et transformations des structures sociales

Introduction

● Tout individu peut avoir une perception des inégalités sociales présentes dans sa société mais l'analyse scientifique des structures sociales passées et présentes pose de redoutables enjeux. **La structure sociale se définit comme un système qui cherche à comprendre la société et les différenciations qu'elle opère entre les individus en fonction de leur position sociale dans cette société.** Elle a profondément évolué sur la durée. Depuis le XIXème siècle, les grandes tendances sont 1/ la montée du salariat, 2/ la tertiarisation, 3/ la féminisation de la population active, 4/ La précarisation de l'emploi, 5/ la mondialisation.

● Deux grands types de questionnement s'offrent aux sociologues :

Partie I

- **Il faut identifier la nature de la hiérarchie sociale, en fournir une analyse théorique.** En effet, toute stratification sociale est une construction multiforme. Aucune société n'est absolument égalitaire. Les formes historiques et géographiques des structures sociales sont très diverses. Alors que les sociétés traditionnelles reposaient sur des stratifications de droit (castes et ordres notamment), les hiérarchies de fait des sociétés contemporaines imposent un travail de construction des critères de différenciation pertinents :

- Hiérarchies de droit = principe des sociétés traditionnelles où les hiérarchies sont officielles, fondées en droit et rigides, où les groupes sont strictement séparés et la mobilité sociale très limitée voire impossible : le système des castes en Inde ; la société d'ordres en France sous l'Ancien Régime.
- Hiérarchies de fait = elles ne sont plus fondées sur des critères religieux ou juridiques mais sur des différenciations économiques et sociales. C'est le principe des sociétés modernes, marquées par une « égalisation des conditions » (Tocqueville). Les individus naissent égaux en droits ; la position sociale n'est plus attribuée de façon quasi immuable dès la naissance mais elle dépend de nouvelles inégalités socio-économiques dont rend compte le concept de classes sociales, source d'oppositions théoriques parmi les sociologues. En effet, ces classes sociales sont-elles une réalité qui s'impose aux individus ou une simple construction du sociologue pour étudier la société ?

→ **Il n'existe donc aucune neutralité dans les représentations de stratification ou de structure sociale** : toute classification renvoie à des choix méthodologiques qui engagent des conceptions très différentes de la société.

Partie II

- **Il faut également réfléchir aux transformations de ces structures sociales, mouvements collectifs, et leur impact sur les trajectoires individuelles.**

- Les sociologues se posent surtout la question de savoir si les trajectoires collectives permettent à l'individu de progresser dans la hiérarchie sociale. Les sociologues ne sont pas les seuls à s'emparer de ce sujet. Ainsi, les économistes l'apprécient en termes de revenus et de patrimoine ; les démographes avec la baisse de la mortalité à la naissance et d'allongement de l'espérance de vie. Quant aux **sociologues, dès les années 1920 (travaux pionniers de Sorokin), ils réfléchissent à l'idée de « mobilité », cad les chances d'avoir une position sociale meilleure que celle de leurs parents en plaçant souvent l'école au cœur des facteurs de cette mobilité.**
- A partir des années 1950, en France, les statisticiens créent un outil de plus en plus fin : la nomenclature des CSP (catégories socio-professionnelles) modifiée en 1982 pour devenir les Professions et Catégories socioprofessionnelles, à nouveau légèrement transformée en 2003. Les dernières séries disponibles datent de 2015, permettant de suivre avec finesse l'évolution depuis une quarantaine d'année (1970 jusqu'en 2015) en revanche, il est difficile de suivre l'évolution sociale de la France exposée à la

mondialisation avec l'entrée dans l'ère du numérique. Nous montrerons également qu'aucune neutralité existe dans la construction de cette nomenclature qui s'avère être pourtant un outil très efficace pour les sociologues.

Partie III

● **Enfin, nous verrons que le lien le plus étudié est celui qui relie la mobilité sociale à l'école.** Les sociologues cherchent depuis des décennies à comprendre comment les chances scolaires peuvent se transformer en chances sociales : l'école est-elle un ascenseur social ? peut-elle augmenter la « fluidité sociale » par l'amélioration de la transmission des connaissances pour tous ?

I/ LA STRATIFICATION SOCIALE RELEVE D'UN TRAVAIL DE CONSTRUCTION DES CRITERES DE DIFFERENCIATION

A/ L'opposition des théories de la stratification sociale

1/ Les difficultés méthodologiques de construction des stratifications dans les sociétés contemporaines

● Les hiérarchies sociales sont universelles : dans toutes les sociétés, il existe des différences sociales entre les individus, fondées sur différents critères.

- Ce sont ces différents critères qui permettent de classer les individus mais ces critères varient dans l'espace (selon chaque société) et dans le temps (les critères peuvent se modifier). On peut cependant distinguer les critères les plus fréquents : critères économiques (revenus, patrimoine) ; critères démographiques (âge, sexe) ; critères culturels (religion, appartenance ethnique) ; critères politiques (rapport au pouvoir) ou critères symboliques (prestige, honneur).

- Ces différences deviennent des inégalités car elles sont ensuite traduites par les individus en termes d'avantages ou de désavantages. On peut alors hiérarchiser les individus sur une échelle qui traduit leur inégal accès aux ressources valorisées dans leur société. La hiérarchie sociale est ainsi un ensemble social caractérisé par une échelle descendante de pouvoir, de privilèges, de situations qui impliquent la subordination des échelons inférieurs aux échelons supérieurs. Analyser la stratification sociale, c'est analyser comment une société est organisée, selon quels critères elle hiérarchise les individus et les groupes sociaux auxquels ils appartiennent.

● Les « formes institutionnalisées » de stratification recourent les « castes » et les « ordres ». Mais les révolutions politique et industrielle du XIXème siècle en Europe puis dans le reste du monde ont supprimé ces « hiérarchies de droit » pour donner naissance à des « hiérarchies de fait » où la richesse matérielle devient un des critères dominants dans la hiérarchisation des individus. Les implications théoriques d'un tel changement sont importantes en donnant naissance à des visions opposées de la société. C'est la naissance « des « classes » ou « des strates » :

	CLASSE sociale → structuration sociale	STRATE sociale → classification sociale
Nature	<p>. Catégorie sociale = ensemble d'individus (ou d'objets) qui ont des caractéristiques communes selon un critère de classification.</p> <p>. Groupe social = unité collective réelle et durable, caractérisée par des liens internes plus ou moins intenses, une situation/activité commune, une conscience collective plus ou moins affirmée (sentiment d'appartenance, représentations collectives -mémoire commune-). Unité reconnue par les autres en sa spécificité.</p> <p>→ Par souci de clarification, il vaut mieux toujours parler de « classe sociale » (influence de la terminologie marxiste) plutôt que de « groupe social ».</p>	<p>. Strate sociale = classement d'individus suivant un critère quelconque qui permette de les ordonner.</p> <p>. Les strates sociales sont avant tout des agrégats statistiques et les membres qui la composent ne forment pas un « groupe » conscient de lui-même.</p> <p>→ Attention aux faux-amis : l'usage a entraîné l'utilisation du mot « groupe social » dans le cadre de la « stratification sociale » pour l'opposer à « classe sociale ».</p>

Lecture de la société	. La classe renvoie à une approche réaliste de la société : la classe sociale (ou groupes sociaux au sens premier) sont des réalités sociales objectives qu'on peut constater, mesurer.	. La strate sociale renvoie à une vision nominaliste de la société : les catégories utilisées ne sont en aucun cas des reproductions du réel. Elles ne sont que des constructions intellectuelles du sociologue qui lui permettent de saisir et de comprendre le réel.
Démarche sociologique	. L'approche est holiste : l'analyse de la société ne part pas des individus mais des groupes, considérés comme uniquement pertinent pour analyser la société. C'est donc une interprétation globalisante qui accorde une importance centrale aux « déterminations structurelles ».	. La démarche « stratificationniste » relève de l'individualisme méthodologique : l'analyse de la société repose sur l'étude des individus eux-mêmes et non pas des groupes que l'on pourrait y trouver. L'accent est donc mis sur les acteurs individuels. Démarche proche d'une conception de l'action centrée sur la rationalité, l'intentionnalité.

2/ Les « pères fondateurs de la sociologie » : Karl Marx et Max Weber

a/ Karl Marx : la lutte des classes

- Le fondement de la division en groupes sociaux et de leur opposition se trouve dans la sphère de la production, dans les « rapports sociaux de production ». Pour Marx, l'histoire évolue à travers des « modes de production » qui se succèdent et qui sont toujours marqués par **l'antagonisme des rapports de production**. La base de cet antagonisme est toujours **l'exploitation d'une classe par une autre classe qui extorque la plus-value**. En ce sens, l'histoire pour Marx est une « histoire de la lutte des classes ».

- Le « mode de production capitaliste » se caractérise par le fait que la production marchande devient la forme dominante de l'organisation sociale de la production. Selon Marx, le capitalisme représente la généralisation des rapports marchands à l'échelle de la société : tous les produits du travail humain deviennent des marchandises mais la force de travail elle-même devient aussi une marchandise, vendue par les producteurs (= « les prolétaires ») aux propriétaires des moyens de production (« les bourgeois »). Sur le long terme, l'essor de la bourgeoisie capitaliste entraîne le déclin inéluctable de tous les autres groupes au point d'aboutir à « la loi de bipolarisation » = la structure sociale évolue vers une forme simple où ne subsisteraient que les représentants du capital et les masses salariales ouvrières.

- Pour Marx, une classe sociale n'est pas un simple agrégat. Mais le passage de la classe virtuelle (classe en soi) à la classe réelle (classe pour soi) dépend de la réalisation de deux critères extra-économiques : l'existence ou la formation d'un lien social et l'auto-organisation politique du groupe. En somme, la masse des travailleurs se transforme en classe à travers la lutte économique puis la lutte politique. Ces processus de constitutions des classes ne sont pas isolés des uns des autres : l'affirmation et l'essor de la bourgeoisie, à la fois comme groupe social et comme entité prétendant à l'hégémonie, conditionnent la formation et l'affirmation en parallèle de la classe ouvrière. Marx souligne la dimension relationnelle des classes.

- Dans la réalité, les choses sont plus complexes car aucune société n'est totalement gouvernée par la logique et la dynamique d'un seul mode de production. Marx en a d'ailleurs pleinement conscience et se voit dans l'analyse de la société française du milieu du XIX^{ème} siècle : la grande industrie y est encore très limitée ; l'atelier et la boutique ont encore un poids très important ; l'agriculture domine (et donc la rente foncière) ; l'Etat est omniprésent en raison de la tradition héritée du Moyen Age d'une centralisation monarchique très forte et aussi en raison de la construction de l'unité nationale par l'Etat moderne né de la Révolution française. Marx reconnaît que la configuration sociale de la société française vers 1850 est encore très éloignée de la figure bipolaire. Il existe une pluralité de classes et de fractions de classes :

- Une paysannerie nombreuse, pressurée par la rente et la dette, isolée, incapable de se mobiliser pour défendre ses intérêts

- Une classe ouvrière encore limitée, influente à Paris mais non organisée à l'échelle nationale

- Une bourgeoisie divisée socialement et politiquement : une petite bourgeoisie d'artisans et de commerçants menacés par la prolétarianisation et souvent endettée ; une bourgeoisie industrielle et commerciale ; une bourgeoisie foncière et une bourgeoisie financière qui spéculent sur les emprunts d'Etat.

b/ Les classifications sociales selon Marx Weber : classes, groupes de statut et partis politiques

- « **Les classes** » : Weber donne donc une définition strictement économique de la situation de classe, à savoir la capacité pour un individu à accéder à des biens. La société étant identifiée à un ensemble de marchés, selon l'approche wébérienne, il existe donc des « situations de classes » qui différencient des groupes sociaux en fonction de leurs

« chances » de se procurer les biens et les services. Mais ces « situations de classes » ne forment pas des communautés, cad que leurs membres n'ont pas la conscience d'intérêts communs et d'agir selon ces intérêts communs. Les individus peuvent également passer d'une situation de classe à une autre. A la différence de Marx, les conflits entre classes ne s'imposent pas sur les autres types de conflits ; ces conflits entre classes n'ont pas non plus pour objectifs de disparaître (figure bipolaire de la structuration sociale chez Marx) et l'appartenance à une situation de classe n'a pas de conséquences mécaniques sur les pratiques et les représentations sociales des individus (matérialisme historique).

● **Les « groupes de statut »** : c'est l'apport essentiel des travaux de Weber. Selon Weber, la société est structurée par autre chose que le marché. Des liens extra-économiques associent les individus et les intègrent socialement : le statut (ou condition statutaire). Ce statut est fondé sur le prestige (ou « honneur social »). C'est donc **la distribution inégale du prestige qui est la base d'une hiérarchie spécifique distincte de celle qui prévaut dans l'ordre économique** ; elle génère des « groupes de statut ». Selon Weber, **le prestige** définit une réalité intersubjective (considération sociale) mais dont les fondements reposent sur des aspects objectifs (la naissance, l'instruction, le style de vie). A la différence des « classes » (au sens wébérien), **ces groupes de statut forment toujours des communautés** (liens interpersonnels forts renforcés par une tendance à l'endogamie).

● **Les « partis »** : ce sont des organisations dans lesquelles les individus se regroupent pour le contrôle de l'Etat. Historiquement les partis sont liés aux groupes de statut car ils supposent des communautés déjà constituées (mais elles n'ont pas la dynamique partisane spécifique aux partis). Les partis débouchent ainsi sur l'action collective, à la différence des classes ou des groupes de statut. Cette action collective privilégie la conquête du pouvoir politique.

→ Ces oppositions théoriques se prolongent aujourd'hui en France, comme en attestent les approches respectives de Pierre Bourdieu et de Henri Mendras.

3/ Les analyses contemporaines s'efforcent de prendre en compte la multiplicité des critères de hiérarchisation

a/ Pierre Bourdieu

● **Luttes DE classes et/ou lutte de classement**

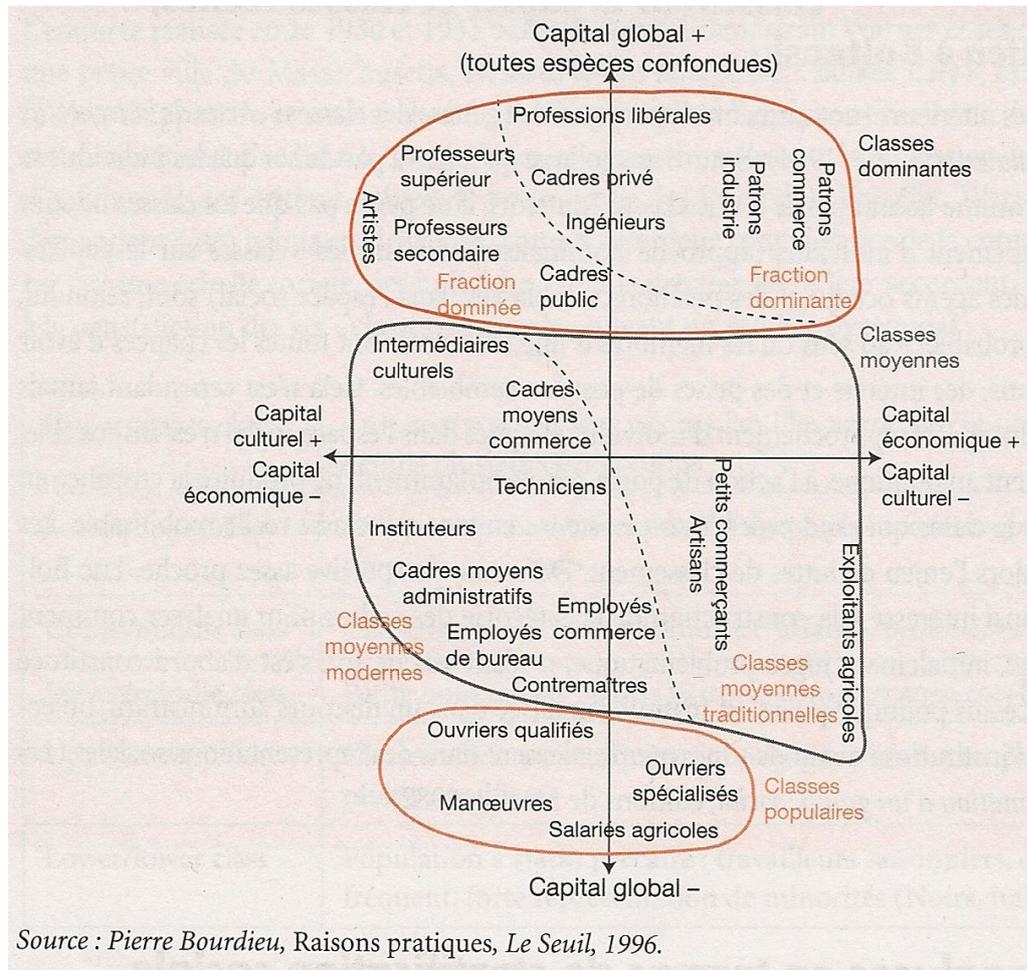
- L'espace social est une construction à plusieurs dimensions et oppose diverses classes et fractions de classe selon le volume et la structure de capital. Parmi les différentes formes de capital, c'est le capital économique et le capital culturel qui fournissent les critères de différenciation les plus pertinents pour construire l'espace social des sociétés développées.

- Le capital économique = les différents facteurs de production (terres, usines, travail) + l'ensemble des biens économiques (revenu, patrimoine, biens matériels).
- Le capital culturel = ensemble des ressources culturelles dont dispose un individu. Il se décompose en :
 - ✓ Le capital culturel incorporé (= capacité sociale à s'approprier des biens culturels (goût pour le théâtre, l'opéra, émissions télévisées culturelles, sports plutôt élitistes etc...))
 - ✓ Le capital culturel objectivé = biens culturels tangibles dont dispose un individu
 - ✓ Le capital culturel institutionnalisé = titres scolaires

Lecture du graphique (ci-dessous). Les groupes sociaux se distribuent selon une double dimension :

- La première dimension est verticale : elle consiste à hiérarchiser les groupes sociaux selon le volume de capital dont ils disposent. On peut ainsi opposer les agents fortement dotés en capital économique et culturel (patrons, membres de professions libérales, professeurs d'université) aux agents faiblement dotés (ouvriers, salariés agricoles).
- La seconde dimension est horizontale : elle établit une distinction selon la structure du capital, cad l'importance respective du capital économique et du capital culturel, dans le volume total du capital. Ainsi, on peut opposer les agents sociaux pour lesquels le capital économique prédomine par rapport au capital culturel (les patrons de l'industrie et du commerce) aux agents dont c'est le capital culturel qui prédomine par rapport au capital économique (les professeurs).

Des classes sociales selon les positions sociales et les styles de vie selon P. Bourdieu



- Pour Bourdieu, c'est l'accumulation du capital culturel qui devient un enjeu majeur des luttes entre groupes. Le capital culturel joue un rôle croissant dans le mode de reproduction sociale, notamment sous sa forme scolaire. Or, selon Bourdieu, l'école contribue à reproduire et à renforcer le pouvoir symbolique des dominants. Les rapports sociaux sont donc aussi des rapports de concurrence entre des arbitraires culturels. Bourdieu parle des « luttes de classement » car ces rapports de concurrence culturels portent sur le champ symbolique.

- A chaque classe correspondent des pratiques et des représentations spécifiques et au sein de chaque classe, existent des clivages internes. Bourdieu distingue trois classes :

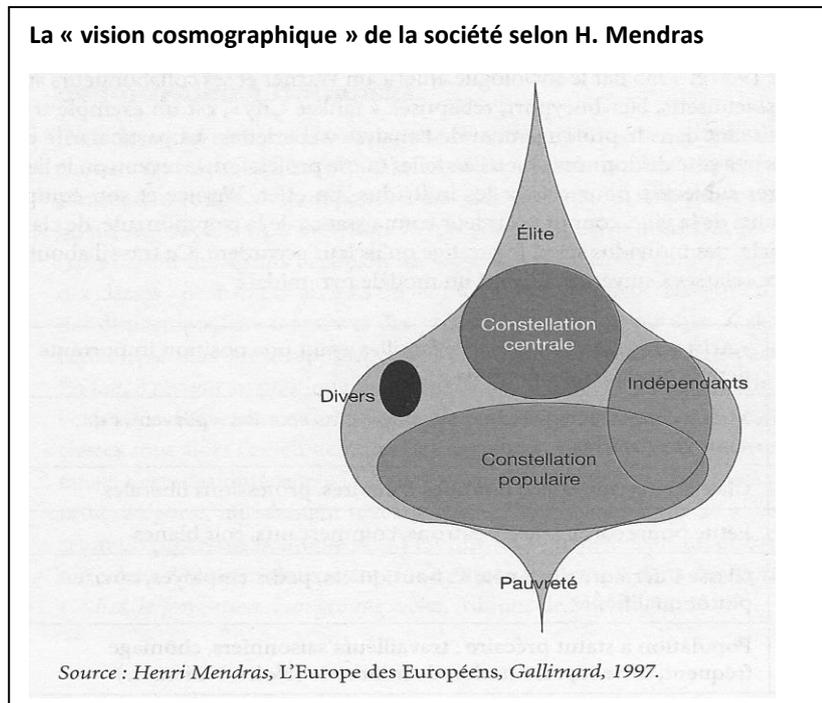
- La classe dominante dont les membres cumulent souvent les différents types de capitaux. Il existe deux fractions opposées selon la structure du capital possédé : la bourgeoisie ancienne fortement dotée en capital économique (patronat de la grande industrie et du commerce) et la bourgeoisie nouvelle (cadres supérieurs du secteur privé) plus fortement dotée en capital culturel.
- Les membres de la petite bourgeoisie : position moyenne dans l'espace social. Nombreux clivages au sein de cette classe amenant à distinguer trois fractions : la petite bourgeoisie en déclin (artisans et commerçants), la petite bourgeoisie d'exécution (employés, cadres moyens des entreprises privées, les techniciens, les instituteurs) et la petite bourgeoisie nouvelle ascendante essentiellement composée des professions culturelles.
- Les classes populaires situées à l'extrémité de l'espace social.

● **Bourdieu défend ainsi l'idée de structures sociales découpées en « champs sociaux » plus ou moins autonomes traversés par des luttes entre classes.** Le « champ » peut se concevoir comme un lieu où existent des individus dotés de capitaux spécifiques qui s'affrontent entre eux. L'enjeu de ces luttes est l'accumulation de la forme de capital qui permet d'assurer la domination du champ. Le capital apparaît donc comme moyen et comme fin. La structure du champ social témoigne donc du rapport de force entre les agents : les individus aux positions dominantes optent pour des stratégies de conservation. Mais certains agents cherchent aussi à changer les règles du jeu, par exemple, en discréditant l'espèce de capital sur laquelle repose la force de leurs adversaires : ce sont des stratégies de subversion, notamment mises en œuvre par les dominés. Les champs ne sont donc pas des espaces aux frontières strictement

délimitées, totalement autonomes. Les champs sont articulés entre eux. En somme, chaque champ possède sa propre logique et sa relative autonomie par rapport aux autres champs MAIS en même temps, chaque champ est traversé par des clivages identiques à ceux qui opposent les différentes classes entre elles.

b/ Henri Mendras : une approche en termes de stratification sociale et non de structure sociale

- Henri Mendras a une vision « cosmographique » de la société (ou « toupie »)



- Pour Mendras, l'approche marxiste de la société est remise en cause car elle ne montre pas l'importance des classes moyennes dans les processus de changements sociaux. Plutôt que des classes, il y aurait des ensembles qui s'agenceraient pour former la société : c'est l'image d'une constellation qui suppose que les groupes puissent grossir ou au contraire diminuer, « briller » ou au contraire, « s'éteindre ». En somme, deux points remettent en cause la vision d'une société divisée en classes sociales :

- Le sentiment d'appartenance à une classe sociale s'affaiblit puisque de moins en moins de gens se disent appartenir à la classe ouvrière ou à la bourgeoisie, et ceux qui se placent au sein des classes moyennes sont tellement de plus en plus nombreux qu'ils en deviennent majoritaires au sein de la population.
- Les catégories sociales intermédiaires se multiplient.

→ Ces deux éléments aboutissent à l'effacement de l'idée de classes, y compris de « classes moyennes » car elle-même n'est plus la classe au milieu, cad l'intermédiaire entre les deux classes antagonistes que sont la classe ouvrière et la classe bourgeoise. En somme, le grossissement des classes moyennes annonce sa disparition et fait apparaître des clivages nouveaux. On assiste ainsi à une « moyennisation de la société », cad une société où les « classes moyennes » ont disparu mais où les niveaux de vie se moyennisent dans une logique d'homogénéisation.

● Pour Henri Mendras, cette moyennisation de la société va de pair avec la fin des cultures de classe

- Au début du XIXème siècle, la société apparaissait fortement hiérarchisée selon Mendras. 4 grands groupes sociaux apparaissent avec chacun des caractéristiques marquées : les paysans, la bourgeoisie, le prolétariat et les classes moyennes. Ainsi, les paysans étaient la masse la plus importante mais étaient profondément divisés en de très nombreuses collectivités indépendantes ; la bourgeoisie était la classe dominante et s'efforçait d'imposer à l'ensemble de la société sa culture comme norme à suivre ; les prolétaires vivaient dans la précarité, dépendants de leur seule force de travail. La culture prolétarienne était profondément différente de celle de la bourgeoisie et des civilisations paysannes. Entre ces trois groupes, les classes moyennes étaient peu nombreuses, nées avec l'essor des services liées aux entreprises, tiraillées entre leurs origines populaires et paysannes et leurs ambitions bourgeoises.

- Pour Mendras, la société des années 1980 ne correspond absolument plus à ce schéma car elle a connu une véritable révolution sociale tout au long du XIXème siècle mais surtout après 1945, lors des Trente Glorieuses : la bourgeoisie a perdu ses attributs qui se sont répandus dans d'autres classes ; la culture populaire a disparu ; la classe moyenne n'est plus composée d'artisans, de boutiquiers mais d'employés et de cadres. Pour Mendras, aux sous-cultures de classes se substituent désormais des choix individuels : le mode de vie n'est plus un modèle familial reproduit qui

correspondait à celui de sa classe sociale ; aujourd'hui le mode de vie est une construction permanente en fonction d'un objectif qui peut lui-même se transformer. En somme, le mode de vie est devenu un objet de stratégie.

→ Aucune constellation majeure de la société n'est homogène : de nombreuses classifications les traversent entraînant une modification permanente de leur taille (revenus, instruction, âge, choix personnels notamment). L'élite dirigeante ne dirige plus comme au XIX^{ème} siècle-début XX^{ème} siècle mais s'efforce de maintenir une certaine cohérence d'ensemble. Enfin, on ne peut plus parler de « classes moyennes » dans la mesure où chacun est « moyen » dans certaines dimensions de sa vie (moyennisation des revenus et homogénéisation des pratiques culturelles).

Afin de ne pas alourdir le cours et par souci de clarté pédagogique sur les transformations des structures sociales, le débat sur la pertinence passée et actuelle des classes moyennes sur le plan historique et sociologique fera l'objet d'un complément de cours.

B/ La nomenclature des catégories socioprofessionnelles : un outil descriptif mais pertinent de l'évolution de la structure sociale.

1/ Une approche empirique différente de l'analyse en termes de classes

● Après la Seconde Guerre Mondiale en France, il y a eu la volonté d'élaborer un outil unique pour fournir une lecture de la hiérarchie sociale : la code des catégories socioprofessionnelles. L'objectif de l'INSEE est de « classer l'ensemble de la population en un nombre restreint de catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale ». **La profession est retenu comme le critère fondamental d'élaboration de la nomenclature.** Pour préciser cette profession, l'INSEE retient : le statut juridique de l'activité (salarié/non salarié et privé/public), les qualifications, la place dans la hiérarchie, l'importance de l'entreprise et le secteur d'activité. Les statisticiens se sont efforcés de tenir compte des représentations et des pratiques sociales en cherchant à construire des groupes relativement homogènes sur le plan social.

● La première nomenclature des CSP (catégories socio-professionnelles) date de 1954 et a été **modifiée en 1982** avec un changement de dénomination : **les CSP deviennent les PCS (Professions et Catégories Socioprofessionnelles)**. Enfin, la dernière modification date de 2003. 3 grandes raisons expliquent ces changements :

- les profondes transformations économiques et sociales depuis 1945 ont bouleversé la structure des emplois
- les représentations sociales ont également évolué
- les progrès des techniques statistiques (procédures de codage, emploi de moyens informatiques) ont permis d'abaisser le coût du travail d'enquête et donc d'augmenter le nombre d'enquêtes conduites afin d'apporter des informations supplémentaires.

● La nomenclature des PCS de 1982 montre six postes pour les actifs (*voir tableau ci-dessous*). Le tableau ne mentionne pas deux autres postes : un poste 7 pour les « retraités » et un poste 8 pour « les autres personnes sans activités professionnelles » (élèves, étudiants, personnes n'ayant jamais travaillé) :

-les catégories 1 et 2 = catégories des non-salariés. Elles ne sont pas hiérarchisées. En étudiant la mobilité sociale entre générations, on parlera de « mobilité non-verticale » : « mobilité horizontale » si les non-salariés circulent à l'intérieur des catégories non salariées (circulation entre 1 et 2) et « mobilité de statut » si les non-salariés deviennent salariés ou inversement (circulation entre les (1 et 2) vers les autres catégories et inversement).

- Les catégories 3,4,5 et 6= catégories des salariés. Elles sont hiérarchisées. Cette hiérarchisation permet d'apprécier la « mobilité verticale » qui peut être « ascendante » (3 vers 4, 5, 5 ou de 4 vers 5, 6, ou de 5 vers 6) ou « descendante » (6 vers 5,4,3 ou de 5 vers 4, 3 ou de 4 vers 3).

→ ATTENTION, cette nomenclature apparaît déjà vieillie aujourd'hui

- Pour les regroupements des Groupes socioprofessionnels (colonne de gauche), la distinction entre « employés » et « ouvriers » présentée n'est plus d'actualité. Il faudrait couper les catégories « employés » et « ouvriers » selon leur niveau de qualification (qualifiés / non qualifiés) et non plus selon leur appartenance industrielle ou tertiaire (enjeu des « ouvriers tertiariés »).

- Pour les regroupements des Catégories socioprofessionnelles (colonne de droite) : certains postes pourraient être supprimés comme le « poste 44 » « clergé religieux » car on ordonne moins de 100 prêtres catholiques par an en France aujourd'hui.

■ Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), en vigueur en France, dans son niveau I, le plus agrégé, et dans son niveau II, plus détaillé

Groupes socioprofessionnels (6 postes pour les actifs)	Catégories socioprofessionnelles (31 postes pour les actifs, déjà regroupés en 18 postes ici)
1. Agriculteurs	10. Agriculteurs
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	21. Artisans
	22. Commerçants
	23. Chefs d'entreprise
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures	31. Professions libérales et assimilés
	32. Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques
	36. Cadres d'entreprise
4. Professions intermédiaires	41. Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés
	46. Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises
	47. Techniciens
	48. Contremaîtres, agents de maîtrise
5. Employés	51. Employés de la fonction publique
	54. Employés administratifs d'entreprise
	55. Employés du commerce
	56. Personnels des services directs aux particuliers
6. Ouvriers	61. Ouvriers qualifiés
	66. Ouvriers non qualifiés
	69. Ouvriers agricoles

Source : Insee, Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), en vigueur depuis 1982.

Tableau extrait du *Nathan, Economie aux Concours des Grandes Ecoles*, p. 346, Paris, 2021. Il présente les principaux groupes socioprofessionnels et catégories socioprofessionnelles (dont toutes n'ont pas été mentionnées par souci de lisibilité. En somme, il manque de nombreux « postes » dans la colonne de droite. Les 18 postes présentées restent la base aux analyses récentes les plus fines de la mobilité sociale qui nous intéresse.

2/ Une nomenclature à manipuler avec prudence en sociologie

● **Ne pas confondre PCS et classes sociales :**

- Des principes de construction très différents :

- La classification socioprofessionnelle part des occupations des individus, ce qui permet d'opérer des rassemblements successifs des individus (professions, catégories puis postes)
- Les classes partent de deux types de démarche menées parallèlement :
 - ✓ Repérage des groupes réels, cad des groupes sociaux déjà constitués au regard de la réalité sociale (des groupes qui préexistent à toute étude sociologique). Ces groupes réels se différencient et s'opposent dans la sphère économique (rapports de propriété, relations de travail, répartition des revenus) mais aussi dans les modes de vie et le champ politico-idéologique
 - ✓ La caractérisation d'un nombre limité de situations de classe : ouvriers d'industrie, petits patrons, artisans, patrons à la tête d'une entreprise à capitaux familiaux, directeurs copropriétaires d'une banque d'affaire, cadres d'état-major.

-L'appartenance de classe n'est pas immédiate ou reste floue pour de nombreux individus alors que le critère professionnel joue un rôle décisif dans la classification CSP-PCS.

- Les CSP puis les PCS regroupent des individus qui possèdent des attributs sociaux communs, notamment une position socioprofessionnelle. Les CSP-PCS sont forcément plus ou moins hétérogènes. Dans une même profession se côtoient des individus dont les positions dans les rapports de production peuvent être extrêmement diverses voire totalement opposées. Conséquence, certaines situations professionnelles en peuvent pas être qualifiables de classe (« employé de bureau » renvoie aussi bien à des postes de travailleurs subalternes, encadrés de façon autoritaire, aux tâches répétitives qu'à des « cols blancs » situé à proximité de cadres supérieurs voire de la direction entraînant souvent une forte adhésion).
- Mais l'appartenance à une classe sociale repose sur deux types de moyens :
 - ✓ L'appartenance à une famille, voire à un ménage
 - ✓ L'ensemble de sa trajectoire sociale : l'origine et les positions successives sont plus significatives que la position occupée au moment de l'enquête (position qui ne peut être que transitoire).

-Passer des CSP-PCS aux classes sociales suppose enfin un changement de perspective.

- Les analyse de CSP et de PCS permettent de saisir les inégalités sociales mais uniquement en termes de répartition, d'inégal accès des individus à des biens rares que sont la fortune, le pouvoir ou encore le prestige. En revanche, l'analyse classiste (celle d'inspiration marxiste) dépasse cette approche pour s'intéresser aux rapports que les agents sociaux nouent entre eux dans la production de ces biens. L'approche classiste ne se contente pas de décrire l'opposition entre riches et pauvres. Elle tente de saisir la dynamique qui crée à la fois la richesse et la pauvreté en soulignant l'inégalité dans la distribution de la valeur ajoutée produite entre les différents agents de la production.
- La question des rapports conflictuels entre classes n'existe pas dans les études menées à partir de la nomenclature des CSP-PCS. Or, les classes sociales (toujours au sens marxiste) résultent et se définissent par les luttes entre elles. Chaque classe sociale se construit au cours de leurs luttes qui leur permettent d'affirmer leur conscience commune (les luttes classes contre classes forgent l'identité commune au sein d'une classe).

● Par l'étude des PCS et des tables de mobilité associées (voir le II/ Mobilité sociale : un idéal démocratique ? ci-dessous), les sociologues sont capables d'analyser la mobilité sociale de façon fine et mettent ainsi en lumière les enjeux les plus importants : perspectives d'ascension sociale, inégalités entre hommes et femmes, destin des générations suivantes. Mais il faut cependant avoir conscience des limites de l'outil, notamment en se questionnant sur l'idéologie qui sous-tend la construction des PCS :

- La société est présentée de manière statique, comme un ensemble de sous-groupes plus ou moins hiérarchisés, mais aussi de manière dynamique, comme une course aux diplômes puis aux destinations sociales. **L'idée de fonds est d'assigner aux nouvelles générations de faire mieux que leurs parents, sorte d'injonction sous-entendue. L'usage de cet outil (les PCS) et l'idée de « mobilité » nourrit l'idée voire le mythe d'un « ascenseur social » qu'il faudrait emprunter pour essayer d'arriver à l'étage le plus élevé possible.**

- Ce point renvoie à une interrogation de fonds sur les valeurs de « réussite » et de « bonheur » de la société : « réussir » signifie-t-il forcément arriver à une position sociale plus élevée que ses parents ? En quoi serait-ce « mieux » pour l'individu d'être une profession intellectuelle plutôt que manuelle ? Ces idées conduisent à cristalliser sur l'ECOLE tous les espoirs mais aussi tous les espoirs déçus, les frustrations (voir *le II/C, ci-dessous*). Seulement, malgré toute l'efficacité de la nomenclature des PCS et la pertinence des analyses sociologiques, peut-être faudrait-il réfléchir à l'idée que l'appréciation des individus ne se résume pas en la mesure des ascensions ou des descentes autour de la diagonale de l'immobilité...

● L'évolution de la structure sociale au prisme des PCS montrent des catégories en déclin (les agriculteurs, les indépendants non agricoles, les ouvriers) et à l'inverse, des catégories en expansion (les cadres et les professions intellectuelles supérieures, les professions intermédiaires et les employés). La deuxième partie de ce cours permet de comprendre comment les sociologues sont arrivés à ces analyses : comment fonctionnent la nomenclature PCS et les tables de mobilité associées ? Quelles sont en particulier les évolutions de la société française depuis les années 1970 ?

II/ MOBILITE SOCIALE : UN IDEAL DEMOCRATIQUE ? L'ENJEU DES TRANSFORMATIONS DES STRUCTURES SOCIALES

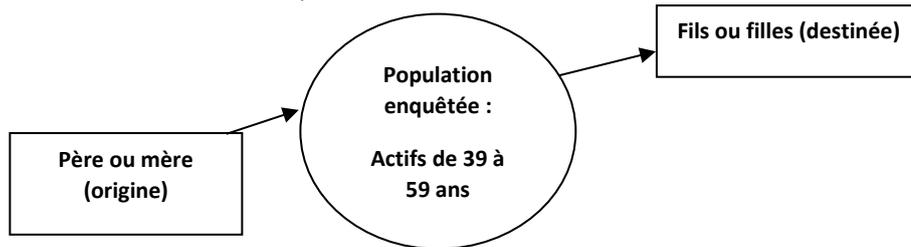
La mobilité sociale peut se définir comme étant le passage d'un individu (mobilité individuelle) ou d'un groupe (mobilité collective) d'une catégorie sociale à un autre (Pitrim Sorokin « Social Mobility » 1927).

Comme l'a noté A. de Tocqueville (1805-1859) la mobilité caractérise les sociétés marquées par la tendance à «l'égalisation des conditions», car dans ces sociétés les positions sociales sont de plus en plus acquises et de moins en moins héritées. Vilfredo Pareto (1848-1923) écrit : « La caractéristique la plus remarquable des sociétés occidentales contemporaines est bien leur grande mobilité (...). »

A/ LES OUTILS DE LA MOBILITE SOCIALE ET LES POPULATIONS CONCERNEES

1/ Que sont les tables de mobilité ? Quand sont-elles apparues ? Comment ont-elles été construites ?

. Les premières études sur la mobilité datent en France du début du siècle et ont été faites dans le cadre d'une réflexion sur l'école républicaine. **Ce n'est qu'à partir de la création des catégories socioprofessionnelles en 1954 qu'elles se développent vraiment**, en particulier sur les bases des enquêtes « Formation, qualification, professions » (1964, 1970, 1977, 1985, 1993 et 2003).



. **Une table de mobilité est un tableau à double entrée (une « matrice »)** liant la position sociale des individus interrogés par l'enquête à leur origine sociale (c'est-à-dire à la position sociale de leurs parents) et à leur descendance (position sociale de leurs enfants).

- **Les personnes interrogées le sont entre 39 et 59 ans**, âges où ils sont stabilisés professionnellement et ont des enfants qui sont entrés dans la vie active. On va donc s'intéresser à une population d'actifs de 39 à 59 ans (le plus souvent des hommes) et on leur demande :

- Quelle est la profession de leur enfant (le plus souvent de leur fils), cela donne **une table de destinée sociale**
- Quelle est (était) la profession de leur parent (le plus souvent le père), cela donne **une table de recrutement social**.

- **L'enjeu du parent référent**. Pendant très longtemps les enquêtes de mobilité ne portaient **que sur les pères et leurs fils**, mais ces dernières années de plus en plus d'études s'intéressent aux relations mères fils ou filles pères. Mais ce « **sexisme analytique** » a toutefois des raisons objectives : le taux d'activité professionnelle des femmes a été pendant longtemps faible (et de nombreuses femmes n'avaient pas d'activité professionnelle officielle) ; leur carrière était souvent en « dent de scie » (ce qui n'est plus le cas aujourd'hui) et l'homogamie sociale est importante. Mais plus récemment on compare aussi à la mère, notamment pour retracer la mobilité sociale des filles. Ce n'est possible que pour les générations actuelles, pour lesquelles, non seulement les filles sont massivement dans la population active, autant que les garçons, mais leur mère est déjà souvent aussi dans les actifs. Mais le nombre de plus en plus important de ménages comportant deux actifs et la plus forte hétérogamie (surtout au milieu de l'échelle sociale) compliquent l'analyse : une institutrice et un ouvrier font-ils partie du groupe ouvrier ou moyen ? si leur fille devient professeur des écoles, y a-t-il mobilité ascendante ou non ?

- Il faut ainsi d'emblée **distinguer la mobilité sociale intragénérationnelle et intergénérationnelle**

- **La mobilité sociale intragénérationnelle** (« de carrière » ou « professionnelle ») concerne les changements de statut professionnel ou de catégorie sociale au cours de la vie d'un individu (ascendante, descendante).
- **La mobilité sociale intergénérationnelle** s'applique aux changements de statut professionnel ou de catégorie sociale entre parents et enfants. En somme toute personne (âgée de 35 à 59 ans) qui n'est pas dans la même catégorie socio-professionnelle que ses parents. Les autres personnes sont dites en « immobilité sociale ».

- Il faut également distinguer **la mobilité « non-verticale » et la mobilité verticale**

- **Mobilité « non-verticale »** = mobilité horizontale entre les catégories 1 et 2 de non-salariés (agriculteurs, indépendants) ou mobilité de statut entre celles-ci et les catégories salariées.
- **Mobilité « verticale »** = mobilité au sein des catégories 3,4,5, et 6 de salariés (cadres et PIS, professions intermédiaires, employés et ouvriers) qui sont hiérarchisées entre elles.

2/ Comprendre les définitions de « immobilité » et de « mobilité »

. Afin de simplifier cette compréhension, nous allons développer un exemple fictif, simplifié en deux catégories (sans distinguer hommes, femmes)¹.

Tableau 1

Catégories des enfants \ Catégories des pères	Haut	Bas	Ensemble
Haut	80	20	100
Bas	120	80	200
Ensemble	200	100	300

● Savoir lire la table pour cerner : « IMMOBILITE », « MOBILITE ASCENDANTE », « MOBILITE DESCENDANTE »

- Lecture toujours en diagonale pour l'« **IMMOBILITE** » (= la **reproduction sociale**), quelque soit la table. Ici, 80 + 80 + 160 personnes sont dans la même catégorie que leur père. On dit qu'elles sont « immobiles ». Les sociologues disent que cela montre une « reproduction sociale ». Il faut toutefois relativiser les données de la diagonale en fonction de la ligne ou de la colonne « ensemble » et calculer le taux de reproduction : population dans la même catégorie (donnée de la diagonale) / part de cette catégorie dans la population totale. Ici, dans notre exemple fictif : $160 / 300 = 53\%$ des effectifs.

- Lecture en colonne pour la « **MOBILITE** » (ascendante ou descendante)

- 120 personnes en haut avec un père qui était en bas. On dit que ces 120 personnes sont en mobilité ascendante. Il faut toujours relativiser ce chiffre en fonction de la colonne « ensemble » de la population totale, soit $120 / 300 = 40\%$ des effectifs.
- 20 personnes en bas avec un père qui était en haut. On dit que ces 20 personnes sont en mobilité descendante. Les sociologues parlent ici de « déclassement ». Il faut toujours relativiser ce chiffre en fonction de la

Mobilité sociale ascendante, descendante

- Mobilité sociale ascendante : mobilité verticale qui va de bas en haut. Avec les PCS, de 6 vers 5, vers 4, vers 3. En somme, des ouvriers ou employés vers les professions intermédiaires ou cadre.
- Mobilité sociale descendante : mobilité verticale qui va de haut en bas. Avec les PCS, de 3 vers 4, vers 5, vers 6. En somme, des cadres et des professions intermédiaires vers les employés ou ouvriers.

population totale (colonne « ensemble »), soit $20 / 300 = 7\%$ des effectifs.

→ Afin de vérifier la lecture, il faut vérifier que l'ensemble (300) se décompose bien entre ceux qui sont immobiles (160), ceux qui montent (120) et ceux qui descendent (80). Ensuite, on peut établir un ratio significatif entre les ascendants et les descendants, soit 120 personnes qui montent pour 20 personnes qui descendent, soit $120 / 20 = 6$. Autrement dit, il y a six fois plus d'individus qui montent que d'individus qui descendent.

→ Problème : avec la lecture en colonnes ou en diagonal d'une table de mobilité brute, l'interprétation des chiffres **risque de faire oublier une donnée essentielle : la structure sociale a pu évoluer entre l'époque des pères et celle des enfants**. Les catégories socioprofessionnelles n'ont plus le même poids. Pour pallier ce problème, les sociologues ont mis au point les définitions de « mobilité brute », « mobilité structurelle » et « mobilité nette ».

● Définir « MOBILITE BRUTE » QUI SE DECOMPOSE EN « MOBILITE STRUCTURELLE » ET « MOBILITE NETTE »

- Pour voir si la structure sociale est en cause ou non dans la mobilité des personnes, il faut regarder les marges de la table de la mobilité brute (tableau 1). On met en parallèle, la marge des origines (les pères) avec la marge des positions (enfants). En reprenant l'exemple fictif, on obtient le tableau ci-dessous qui n'est plus croisé :

Tableau 2

	Origines (pères)	Positions (enfants)	Ecart
Haut	100	200	-100
Bas	200	100	+100
Ensemble	300	300	0

¹ Par sa clarté, ce passage s'inspire fortement du Nathan, Economies aux concours des Grandes Ecoles, 1^{ère} et 2^{ème} années, 2021, pages 348-354, même s'il a été quelque peu modifié.

-Cet exemple fictif montre une inversion de la pyramide sociale. Les pères sont dans une structure où il y a peu de places en haut (seulement 100 pères sont en haut sur les 300 pères-total) alors que les enfants sont dans une structure où il y a beaucoup plus de places en haut (200 enfants en haut sur les 300 enfants-total). En définitive, si on prenait la nomenclature des PCS, là où les pères étaient souvent agriculteurs (catégorie 1), employés (catégorie 5) ou ouvriers (catégorie 6), les enfants sont désormais largement plus souvent cadres et professions intellectuelles supérieures (catégorie 3) et professions intermédiaires (catégorie 4).

-Il faut alors bien distinguer la « **mobilité brute** », la « **mobilité structurelle** » et « **la mobilité nette** ».

- **La mobilité brute** : elle désigne l'ensemble des mouvements de mobilité dans une société à un moment donné. Elle se décompose en mobilité structurelle et mobilité nette. Dans notre exemple fictif, la mobilité brute est de 140 personnes (120 enfants qui montent et les 20 enfants qui descendent ; les 160 qui restent immobiles ne rentrent pas en compte dans le calcul de la mobilité brute).
- **La mobilité structurelle** : c'est la part de la mobilité qui est **imputable aux changements de la structure sociale** qui sont intervenus entre l'époque des origines de l'ensemble des parents et l'époque des positions de l'ensemble des enfants (soit les marges d'une table de mobilité). Dans notre exemple fictif, on regarde ainsi l'écart entre la structure des origines (tous pères confondus) et la structure des positions (tous enfants confondus) à partir du tableau 2. On obtient une mobilité structurelle de 100 personnes, soit la somme des valeurs absolues des écarts divisés par deux $(100 + 100) / 2 = 100$. Cela veut dire que pour que la structure sociale des enfants soit la même que celle des pères, il faudrait que 100 personnes changent de catégorie socioprofessionnelle.
- **La mobilité nette** : elle serait une mobilité indépendante des transformations structurelles. Dans notre exemple fictif, **la mobilité nette est de 140 (mobilité brute) – 100 (mobilité structurelle) = 40 (mobilité nette)**. Mais en réalité, les personnes ont surtout bougé car la mobilité structurelle a été particulièrement forte. Si cette mobilité structurelle n'avait pas été aussi forte, la mobilité nette aurait été nettement moins prononcée. De ce fait, dans la réalité, notamment en France, la distinction entre ces deux formes de mobilité (structurelle et nette) avait pleinement du sens durant les Trente Glorieuses où la transformation sociale s'est opérée fortement. Mais à partir de la fin des années 1970, la structure sociale s'est progressivement stabilisée, surtout depuis 1999 ou encore 2007. **La distinction entre la mobilité structurelle et la mobilité nette devient ainsi très difficile** et a été progressivement mise de côté (dès la fin des années 1970 d'ailleurs) pour laisser la place entre **la mobilité observée et la fluidité sociale**.

3/ Définir le « recrutement social » et la « destinée sociale »

- Comme il est difficile d'appréhender globalement un tableau croisé, les présentations les plus lisibles proposent de décomposer les tables de mobilité en deux : on fait apparaître **un recrutement social** en calculant des pourcentages en colonne à partir de la mobilité brute (tableau 1 de notre exemple fictif) + on fait apparaître **une « destinée sociale »** en calculant des pourcentages en lignes à partir de la mobilité brute (tableau 1 de notre exemple fictif). Ainsi, dans notre exemple, cela donne :

RECRUTEMENT SOCIAL, % en colonnes

Catégories des enfants / Catégories des pères	Haut	Bas	Ensemble
Haut	40 %	20 %	33 %
Bas	60 %	80 %	66%
Ensemble	100 %	100 %	100%

Mode de calcul. Ex : pour obtenir les 40%, soit le pourcentage qui correspond aux 80 enfants en haut qui ont un père lui-même en haut, on pose $x \% = (100 \times 80) / 200 = 40$ Puis, pour obtenir les 60% qui correspondent aux 120 enfants en haut qui avaient un père d'origine en bas, on pose $y \% = (100 \times 120) / 200 = 60$.

Mode de lecture du tableau en colonne = elle indique l'origine (= la situation sociale des pères) des enfants parvenus dans une catégorie socioprofessionnelle donnée (haut ou bas). Pour les sociologues, cela permet de voir dans quel vivier s'est fait leur « recrutement ». Les sociologues disent aussi que l'on remonte à leurs origines. Ici, dans notre exemple fictif, sur 100% d'enfants situés en haut, 40% de ces enfants ont un père lui-même en haut et 60% d'entre eux ont un père en revanche en bas. Même lecture, toujours en lecture, pour les 100% des enfants situés en bas : 80% d'entre eux ont un père situé en bas et 20% d'entre eux ont un père situé en haut (ici, idée de « déclassement »).

→ Attention !! Avec les pourcentages **on perd les effectifs**. On ne voit plus que cette catégorie du bas s'est en réalité vidée, passant de 200 personnes « en bas » à l'époque des pères à 100 personnes en « bas » à l'époque des enfants (pour des raisons d'évolutions structurelles avant tout) si l'on se rapporte au tableau 2.

DESTINEE SOCIALE, % en lignes

Catégories des pères \ Catégories des enfants	Haut	Bas	Ensemble
Haut	80 %	20 %	100 %
Bas	60 %	40 %	100%
Ensemble	66 %	33 %	100%

Mode de calcul : pour obtenir les% il faut partir du tableau n°1. Pour trouver les 80%, soit le pourcentage qui correspond aux enfants en haut avec un père qui était déjà en haut et les 20% d'enfants en bas qui avaient un père en haut, il suffit de lire en ligne le tableau 1 : « sur 100 pères en haut sur 300 pères au total, 80 enfants sont également en haut (soit 80%) et 20 enfants sont en bas (donc 20%) ». Même démarche pour les enfants qui ont un père en bas : « pour 200 pères en bas sur 300 pères au total, 120 enfants sont en haut (soit $(120 \times 100) / 200 = 60\%$) et 80 enfants sont en bas (soit $(80 \times 100) / 200 = 40\%$) »

Lecture en ligne : pour les enfants dont le père était d'une catégorie donnée, on regarde ce qu'ils (les enfants) sont devenus, cad leur position sociale actuelle. Cela permet de voir leur « destinée ». Les sociologues parlent parfois de « destinée sociale ». Dans l'exemple fictif, pour les enfants qui ont un père en bas, 60% sont allés en haut et 40 % sont restés en bas. Même lecture pour ceux qui ont un père en haut : 80% des enfants sont allés en haut et 20% sont allés en bas (déclassement dans l'échelle sociale).

→ Attention ! Comme dans le tableau de recrutement social, on perd les effectifs de vue. On ne réalise plus que la catégorie du haut s'est remplie, passant de 100 à 200 (tableau 2 de l'exemple fictif).

Remarque peut-être triviale mais qui a son importance dans l'analyse sociologique : ceux qui ont un père en haut, ne peuvent qu'être immobiles ou descendre. Ceux qui ont un père en bas ne peuvent que monter ou rester immobiles.

● « ODDS RATIO » : chances relatives d'accéder à une position selon son origine, cad un outil efficace pour évaluer la « fluidité sociale ».

- Les « odds ratio » : un instrument de mesure de la fluidité sociale, cad la chance relative d'une personne d'accéder à une position selon son origine. Les « odds ratio » sont la synthèse de quatre pourcentages. Un rapport de chances relatives égal à 1 traduit l'absence de liens entre l'origine sociale et la destinée sociale. En revanche, plus la valeur du rapport diffère de 1, plus la répartition des positions sociales est inégalitaire.

- On part de la table de « destinée sociale » dans notre exemple fictif :

- Les enfants ayant un père en haut ont 80% de CHANCES de rester en haut et 20% de CHANCES de descendre, donc 4 fois plus de chances d'être en haut qu'en bas.
- Les enfants ayant un père en bas ont 60% de CHANCES d'ascension et 40% de CHANCES de rester en bas, donc 1,5 fois plus de CHANCES d'être en haut qu'en bas ($60\%/40\% = 1,5$)
- Donc, les enfants ayant un père en haut ont : $4/1,5 = 2,66$ fois plus de chances d'être en haut plutôt qu'en bas que les enfants ayant un père en bas d'être en haut (plutôt qu'en bas). Cela donne des odds ratio très synthétiques :

Fluidité sociale	Odds ratio
Haut/Bas	$\frac{80\%}{20\%}$ soit $4/1,5 = 2,66$ $\frac{60\%}{40\%}$

La fluidité sociale décrit des trajectoires comparées sans préjuger des changements qui sont intervenus au sein de la structure sociale.

B/ Les analyses de la structure sociale depuis les années 1970-1980²

a/ La mobilité des hommes et des femmes depuis les années 1970-1980

● Grâce à la dernière enquête de l'INSEE en date de 2015, il est possible d'apprécier un phénomène jusque-là peu étudié, à savoir la mobilité sociale des hommes et des femmes depuis les années 1980 à travers les tables de destinées sociales des hommes et des femmes.

● L'analyse des destinées sociales des hommes par rapport à leur père en 2015 (en %)

Pères \ Fils	1	2	3	4	5	6	Ensemble
1. Agriculteurs	26,7	7,9	8,5	20,4	27,4	9,1	100
2. Artisans, commerçants	0,9	20,6	23,1	23,8	23,6	7,9	100
3. Cadres et PIS	0,2	7,9	49,0	25,4	13,7	3,8	100
4. Prof. intermédiaires	0,6	7,8	26,5	31,1	26,2	7,7	100
5. Emp. et Ouv. qualifiés	0,6	7,2	12,7	26,8	42,6	10,1	100
6. Emp. et Ouv. non qualifiés	0,6	6,5	8,3	18,7	43,9	22,1	100
Ensemble	2,8	9,1	20,4	25,3	32,4	10,1	100

Source : Insee, enquête FQP, 2014-2015.

Champ : France métropolitaine, hommes actifs occupés ou l'ayant été, âgés de 35 à 59 ans (au 31 décembre de l'année de l'enquête).

Lecture : en 2015, 26,7 % des fils d'agriculteurs exploitants exercent eux-mêmes cette profession, 8,5 % sont cadres et 27,4 % sont devenus employés ou ouvriers qualifiés.

- Les constats :

- Aucune case de la diagonale n'atteint 50%. Cela veut dire que la « reproduction sociale » ou immobilité est un phénomène minoritaire, quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle. Les deux catégories où cette reproduction est la plus importante sont celles des cadres (49%) et des employés et des ouvriers qualifiés (42,6%).
- Pour les catégories de salariés (qui sont hiérarchisées), on constate une ascension sociale :
 - ✓ 26,5% en destinées de cadres pour ceux qui partent d'un père en professions intermédiaires (passage de catégorie 4 à 3)
 - ✓ 12,7% en destinées de cadres et 26,8% en destinées de professions intermédiaires chez ceux qui partent d'un père employé ou ouvrier qualifié (passage de catégorie 5 à 3, 4).
 - ✓ 8,3% en destinées de cadres, 18,7% en destinées de professions intermédiaires et 43,9% en destinées d'employés et d'ouvriers qualifiés, chez ceux qui partent d'un père non qualifié (passage de catégorie 6 à 3, 4, 5).

-La mise en perspective par rapport aux tables de destinées précédentes (1977, 1985, 1993, 2003). En quarante ans, la mobilité des hommes est restée stable = on a les mêmes proportions d'individus qui font comme leurs pères (ils sont minoritaires) et les mêmes proportions d'individus qui changent par rapport à leur père, cad qui montent, descendent ou changent horizontalement (presque deux tiers des individus au total). C'est une surprise pour les sociologues : alors que la population augmente, que certaines catégories sociales se vident pendant que d'autres se remplissent, la proportion des immobilités, des ascensions et des descentes présente une inertie. Ce phénomène est accentué car en 2015, la part de la mobilité structurelle est en baisse par rapport au XXème siècle : il n'y a plus d'effondrement des effectifs paysans ou ouvriers qui provoquaient une forte mobilité structurelle. Toutes ces mutations sont achevées en 2015.

² Ce passage est également repris du Nathan, *op.cit*, pages 351 à 354 et complété par les articles suivants

● L'analyse des destinées sociales des femmes par rapport à leur MERE en 2015 (en %)

■ Destinées sociales des femmes par rapport à leur mère, en 2015 (en %)

Mères \ Filles	1	2	3	4	5	6	Ensemble
1. Agriculteurs	8,0	3,0	11,2	19,1	33,2	25,5	100
2. Artisans, commerçants	1,3	10,1	15,4	28,0	27,9	17,3	100
3. Cadres et PIS	0,3	4,6	41,7	31,6	11,6	10,2	100
4. Prof. intermédiaires	0,1	3,9	29,0	37,7	19,0	10,4	100
5. Emp. et Ouv. qualifiés	0,6	4,1	14,9	30,2	32,9	17,4	100
6. Emp. et Ouv. non qualifiés	0,9	3,7	7,5	22,4	34,1	31,4	100
Ensemble	1,3	4,4	15,2	27,5	30,0	21,6	100

Source : Insee, enquête FQP, 2014-2015.
 Champ : France métropolitaine, femmes actives occupées ou l'ayant été, âgées de 35 à 59 ans (au 31 décembre de l'année de l'enquête).

- Les constats :

- Les cases de la diagonale (doc 2) comportent des proportions encore plus faibles que chez les hommes = l'immobilité ou la reproduction sociale est faible. Donc, cela veut dire que la mobilité est forte, dépassant 70% (doc. 3).
- En regardant l'ascension sociale (doc. 2), au sein des catégories de salariées (catégories 3 à 6), on retrouve des proportions presque toujours plus fortes que chez les hommes :
 - ✓ 29% (de la catégorie 4 à 3)
 - ✓ 14,9% (de 5 à 3) et 30,2% (de 5 à 4)
 - ✓ 7,5% (de 6 à 3), 22,4% (de 6 à 4) et 34,1 % (de 6 à 5).

-L'analyse : en réalité, il est plus facile aux filles de « faire mieux » que leurs mères par rapport aux garçons. En effet, les mères avaient moins rejoint la population active ou alors, elles étaient dans des catégories socioprofessionnelles moins élevées. Si venait à rapporter les destinées sociales des filles par rapport à leurs pères, on constaterait que la mobilité est également très forte, mais c'est avant tout une mobilité descendante ou non verticale. En somme, les filles qui ont un père cadre deviennent souvent professions intermédiaires (33,8%) ; les filles qui ont un père employé ou ouvrier qualifié peuvent se retrouver dans la catégorie des employés ou des ouvriers non qualifiés (28,7%). Il faut se rappeler que lorsque les femmes n'avaient pas rejoint la population active, on les rattachait à la catégorie socioprofessionnelle de leur mari à une époque où les divorces étaient rares. Les sociologues utilisaient alors des « tables de choix de conjoint » (quel mari une femme allait-elle choisir ?). Et malgré l'évolution des mœurs et une féminisation de la population active, ces approches ont encore une certaine pertinence. Dans de nombreux couples, la femme occupe encore une position sociale inférieure à celle de son mari. L'inverse est beaucoup plus rare en raison d'un comportement culturel des hommes (mais aussi des femmes) qui acceptent difficilement que la femme soit mieux placée sur l'échelle sociale que l'homme. Les femmes qui connaissent ainsi une ascension sociale rapide risquent de se retrouver plus souvent célibataires que celles dont l'ascension est plus modérée et plus lente. Cela étant, la féminisation de la population active étant toujours en forte progression, les sociologues privilégient aujourd'hui les trajectoires des filles à celles de leurs parents (plutôt qu'à celle de leurs maris) en distinguant les tables de mobilité par rapport au père et par rapport à la mère.

→ Quelle est la mobilité sociale observée des hommes et des femmes ? Voir tableau ci-dessous.

La mobilité sociale non verticale est à la fois horizontale (entre non-salariés) et de statut (entre non-salariat et salariat). La mobilité sociale ascendante prédomine pour les hommes par rapport à leur père et pour les femmes par rapport à leur mère, mais pas pour les femmes par rapport à leur père.

	Hommes par rapport à leur père	Femmes par rapport à leur mère	Femmes par rapport à leur père
Immobilité	34,8 %	29,5 %	29,9 %
Mobilité sociale	65,2 %	70,5 %	70,1 %
Dont :			
<i>Mobilité ascendante</i>	27,6 %	39,8 %	21,8 %
<i>Mobilité descendante</i>	15,0 %	11,7 %	25,0 %
<i>Mobilité non verticale</i>	22,6 %	19,0 %	23,3 %

Source : Insee, enquête FQP, 2014-2015.
 Champ : France métropolitaine, hommes et femmes, actifs occupés ou l'ayant été, âgés de 35 à 59 ans (au 31 décembre de l'année de l'enquête). Rappel : Immobilité + Mobilité sociale = 100 %

b/ Des trajectoires collectives aux trajectoires individuelles

● Plusieurs façons permettent d'approcher les trajectoires individuelles à partir des générations qui se succèdent afin de comprendre qu'il n'y a pas seulement des inégalités de places mais aussi de chances : **l'analyse de la fluidité sociale ; une nomenclature beaucoup plus détaillée et une analyse en termes de générations**. Mais avant tout, **il faut avoir d'abord conscience de l'absence de neutralité dans le choix de lecture des tables**. Ainsi, on peut privilégier l'analyse de la diagonale de l'immobilité plutôt que les cases de mobilité. Et dans l'analyse des cases de mobilité, on peut privilégier les cases qui sont ascendantes plutôt que descendantes (et inversement). Il faut donc comprendre que **si statistiquement, c'est la même chose** (car immobilité + mobilité = ensemble et mobilité ascendante + mobilité descendante = mobilité verticale), **en revanche, sociologiquement, l'analyse qui en est faite n'est pas du tout la même chose !!** Dire que 70% des femmes sont mobiles par rapport à leurs parents plutôt que dire que 30% sont immobiles (soit en reproduction sociale) n'a rien à voir sur le regard que l'on porte de ces évolutions ! **Chaque sociologue offre donc SA représentation de la mobilité sociale observée....**d'où l'importance du nombre de débats souvent passionnés et contradictoires.

● **L'analyse de la fluidité sociale**. Le passage des trajectoires collectives aux trajectoires individuelles peut se travailler avec **les analyses liées à la fluidité sociale**. En somme, il faut passer des taux absolus de mobilité à des taux relatifs, avec le calcul des odd-ratio. Or, depuis 40 ans, les analyses montrent que tous les odd ratio, de toutes les catégories (sauf les agriculteurs) baissent pour les hommes et pour les femmes = les chances de mobilité sont de plus en plus fluides. Mais les chiffres entraînent une interprétation contradictoire : comme aucun des odd ratio n'atteint le chiffre 1, soit une parfaite égalité des chances, on est très loin de voir qu'un enfant d'ouvrier aurait autant de chances de devenir cadre qu'un enfant de cadre n'a de chance de rester cadre. Sauf que cette égalité parfaite (odd ratio = 1) n'arrivera sans doute jamais, dans aucune société.

● **Une nomenclature beaucoup plus détaillée**. Outre l'analyse de la fluidité sociale à travers les odd ratio, on peut s'efforcer de passer des trajectoires collectives aux trajectoires individuelles en ayant une version plus détaillée de la nomenclature des PCS (travaux de Cédric Hugrée) : il utilise une nomenclature avec 18 postes pour les actifs (et non plus 6 postes agrégés), donnant ainsi des tables de mobilité de 324 cases (et non plus 36). Avec 324 cases, les chiffres observés sont beaucoup plus petits, en particulier les pourcentages de destinées ou de recrutement, assurant ainsi une lecture fine.

● **L'analyse en termes de générations**. Il faut ainsi comparer les enquêtes successives fondées sur la même nomenclature. Le résultat sur les six dernières décennies, la génération des premiers nés du baby-boom (soit pour ceux nés autour des années 1945-1955) a bénéficié d'une dynamique très favorable assurant une mobilité sociale ascendante. En revanche, les perspectives de mobilité sociale se dégradent pour ceux nés au tournant des années 1960. Au-delà, notamment pour les générations les plus récentes, c'est le poids de l'immobilité sociale qui est le trait le plus marquant. Ainsi, les individus nés en 1948 et qui ont 20 ans en 1968 ont deux fois plus de chances de monter que de descendre, à toutes les périodes de leur vie. Les personnes nées en 1973 et qui ont donc 30 ans en 2003 sont presque aussi nombreuses à descendre qu'à monter. Le ratio ascendant/descendant est passé à 1,19. L'environnement s'est donc tendu. C'en est fini des conditions structurelles favorables de la génération des soixante-huitards. On ne peut pas avoir encore d'analyses pour les générations nées en 2000 ou plus (ils ont à peine 20 ans en 2022...)

c/ Au-delà de l'étude de la mobilité et de la transformation des structures sociales, que reste-t-il de l'idée de « classes sociales » ? ...Un débat controversé toujours ouvert...

● A l'instar d'Henri Mendras, la majorité des sociologues estiment que les « classes sociales » au sens marxiste ont disparu de la société française.

- pour Alain Touraine,

✓ Le système de classes sociales caractéristique de la société industrielle prend fin avec l'extinction du « mouvement ouvrier ». Décomposition de la société de classe née en Europe au XIX^{ème} siècle. En effet, les contours des classes sociales deviennent de plus en plus flous car les conflits liés aux rapports d'exploitation économique s'institutionnalisent et perdent en même temps de leur importance. Dans la société post-industrielle, ce n'est plus la propriété des moyens de production mais la connaissance et le niveau d'éducation qui donnent un pouvoir de domination.

✓ Pour A. Touraine, les classifications sociales doivent s'entendre à travers leur rapport à la modernité en distinguant une avant-garde modernisée, de vastes catégories moyennes protégées et des catégories sociales menacées par la crise et les mutations structurelles. Le critère de classification devient alors la participation au processus de changement ou l'exclusion. La société a basculé d'une société où les conflits opposaient ceux du haut à ceux du bas à une société où les conflits opposent ceux du dedans et ceux du dehors.

- Plus globalement, la structure sociale serait un système qui évolue vers une multiplicité et une diversité d'initiatives et d'engagements portés par des « individus-sujets » et non plus par des classes sociales.

✓ Si les classes sociales sont toujours présentes en tant qu'éléments de référence de l'identité héritée, elles ne jouent plus un rôle aussi important qu'autrefois comme élément de base de l'organisation sociale et de la construction d'une identité sociale. L'appartenance de classe, source de cette identité, est de plus en plus floue : la majorité des populations dans les enquêtes d'opinion se reconnaît dans l'appartenance aux classes dites « moyennes » ou « intermédiaires ».

✓ La lutte des places se développe au détriment de la lutte des classes. L'éclatement des classes sociales aurait débouché sur des « individus-sujets » qui luttent pour produire une société différente ou améliorée. Ces luttes sont très hétérogènes (respect des droits de l'homme, défense de l'environnement, démocratie locale, santé alimentaire, développement durable, lutte contre le sida...). Toutes ces manifestations ne forment pas un mouvement social homogène et durable comparable au mouvement social ouvrier dans les années 1970.

● Mais la société voit le creusement des inégalités et l'apparition de nouveaux clivages

- Le creusement des inégalités : depuis les années 1980, les écarts de revenus et de patrimoine ont tendance à se creuser à nouveau, mesurable avec le coefficient de Gini compris entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité maximale où un seul habitant disposerait de tous les revenus) permet de mesurer ces inégalités dans tous les pays. La forte croissance portée par les NTIC dans les années 1990 n'a pas permis de réduire les inégalités, bien au contraire. La mondialisation et le développement du capitalisme actionnarial sont souvent tenus pour responsables du creusement de ces inégalités. L'évolution des politiques fiscales et sociales joue également un rôle majeur, peu favorables à la réduction des inégalités dans les pays anglo-saxons à l'inverse des pays où les Etats providence ont mieux résisté (Europe de l'Ouest). En France par exemple, c'est dans le premier décile (soit les 10% les mieux rémunérés) que les écarts de revenus se sont les plus creusés. Il y a donc aussi une montée des inégalités par « le très haut ». Si l'on ajoute que les inégalités de patrimoine croissent plus vite que les inégalités de revenus, il y aurait selon Thomas Piketty, le risque d'un retour à une « société d'héritiers ».

- Les inégalités de genre : l'émancipation des femmes est une réalité depuis la Seconde Guerre Mondiale, notamment grâce à la conquête de droits. Mais de nombreuses inégalités persistent dans toutes les sphères, domestique, professionnelle et politique.

- Les inégalités entre les générations : pour Louis Chauvel, les baby-boomers, aux retraites souvent assez confortables, restent indifférents à l'« appauvrissement des générations nées trop tard ». Pour combattre les inégalités entre générations, Serge Paugam imagine une forte redistribution par l'impôt : les personnes âgées aisées qui ont connu des conditions favorables (et notamment le plein emploi dans les années 1960) pourraient être amenées à transférer une partie de leurs revenus aux jeunes générations. En fait, ces solidarités existent déjà à l'intérieur de nombreuses familles à la fois pour les services rendus (garde des petits enfants) et les dons d'argent. Mais ces solidarités ont tendance à renforcer les inégalités car elles bénéficient d'abord et avant tout aux jeunes des familles aisées et très aisées. Elles ne doivent donc pas être assimilées à ce que permet la redistribution par l'impôt.

- Les inégalités intra-générationnelles :

○ Il faudrait parler « des retraités et non de la retraite » : le départ des salariés aisés nés dans les années 1940 gonfle le revenu moyen des retraités. Mais il faut rappeler qu'un retraité sur deux perçoit moins de 1200 euros par mois en France.

○ Il faudrait également parler « des jeunes et non de la jeunesse ». Il faut dissocier les « héritiers » des jeunes issus des couches populaires. Ces derniers aux études plus courtes restent souvent maintenus plus longtemps

dans une dépendance familiale. Ainsi, le niveau de diplôme reste une variable pertinente à la fois des différences de pratiques culturelles mais surtout de réussite scolaire des enfants par rapport au capital social des parents (= « **l'effet vrai** » **du revenu est un facteur clé des parcours scolaires jusqu'au collège**). Ces inégalités recourent aussi des fractures territoriales. Les jeunes rurales ou des quartiers prioritaires de la politique de la ville font face à des difficultés spécifiques. En 2008, dans les zones urbaines sensibles, on comptait déjà plus de 40% de chômeurs parmi les 15-24 ans. Elles recourent des inégalités liées à la nationalité et à l'origine ethnique.

-Les inégalités selon la nationalité et l'origine ethnique. Plus que le flux actuel des migrants, ce sont les problèmes d'intégration que rencontrent les immigrés et leurs descendants qu'il faut souligner. La réussite scolaire est moindre et on note une amplification des formes de discrimination à l'embauche. Il existe un sentiment de frustration et de ressentiment à l'égard d'un modèle d'intégration sociale qui ne tient pas toutes ses promesses, qualifié de « l'expérience des discriminations ».

● **Enfin, pour certains sociologues, la notion de « classes sociales » conserve une pertinence réelle.**

- Les classes sociales demeurent une « valeur essentielle » malgré leur « brouillage » (Robert Castel). Ce « brouillage » s'explique par la **montée de l'individualisme**, d'un **processus de décollectivisation**, responsable d'un affaiblissement des représentations collectives des membres d'une classe sociale. Cependant, **les contraintes collectives pèsent encore d'un poids relatif**. Ainsi, les phénomènes de chômage et d'exclusion, la déqualification de certains groupes d'ouvriers sont une expérience collective et partagée ; le retour des inégalités (de revenu, d'emploi, le « blocage » de la mobilité sociale) affecte la plus grande partie du monde ouvrier voire les employés. Il y a donc toujours des conditions communes, des destins communs malgré la montée de l'individualisme. **De ce fait, la notion de classe sociale a perdu sa pertinence comme outil de décryptage de la réalité sociale mais elle conserve une valeur essentielle pour se prémunir contre la tentation de ne voir dans le social que des individus et des trajectoires individuelles. La permanence des contraintes collectives détermine encore largement la trajectoire sociale des individus.**

- **L'hypothèse d'une « possible restructuration en classes sociales de la société française » (L. Chauvel)**

- Pour Chauvel, les classes sociales sont des « catégories sociales hiérarchisées » qui sont inégalement situées dans le système productif et marquées par une très forte identité de classe qui peut avoir trois caractéristiques
 - ✓ **L'identité temporelle est la permanence de la catégorie** : imperméabilité à la mobilité intra et intergénérationnelle ; absence de porosité aux échanges matrimoniaux avec les autres catégories
 - ✓ **L'identité culturelle** est le partage de **références symboliques spécifiques**, de modes de vie et de façons de faire permettant **une inter-reconnaissance**. Il constate la forte inégalité dans l'accès aux biens socialement collectifs (vacances, week-end, livres, services directs aux particuliers, aides à la famille...)
 - ✓ **L'identité collective** = capacité à agir collectivement, de façon conflictuelle, dans la sphère politique afin de reconnaître l'unité de la classe et ses intérêts.
- Louis Chauvel met en accusation l'époque des Trente Glorieuses qui ont fait des classes sociales un objet sociologique dépassé. Mais depuis la fin des années 1970, le retour des fortes inégalités déterminent à nouveau objectivement les conditions de vie de groupes sociaux repérables. Ces inégalités ne sont pas pour organisées par une conscience capable d'animer un mouvement collectif durable et de donner une expression aux rapports sociaux sous-jacents. **Louis Chauvel parle de classes « objectivement visibles mais subjectivement désarticulées »**. Pour Louis Chauvel, un « système de classes sociales est en cours d'émergence en France » :
 - ✓ Environ 20 % de la population forme une sorte d'« under-class » à la française qui polarise les débats sur la pauvreté ;
 - ✓ Environ 40% de la population forme une « classe populaire salariée stable » comprenant des catégories populaires en emploi routinier, disposant de la protection du droit social. Elle appartient au groupe de « salariés insiders » qui n'a pas connu de croissance de pouvoir d'achat significative et dont l'avenir collectif est incertain
 - ✓ Environ 25% de la population forme le reliquat des « nouvelles classes moyennes salariées », cad des classes qui constituaient le cœur de la moyennisation de la société qui aujourd'hui sont « sous tension » en raison de la peur d'un déclassement en raison de la concurrence sociale
 - ✓ 15% de la population constitue enfin la « classe de confort » qui se construit une existence à peu près autonome et valorisée, à partir de laquelle certains peuvent monter au niveau supérieur. Au sein de cette « classe de confort », 10% constitue « la classe titulée » qui se caractérise par l'accumulation des titres de propriété, de titres scolaires, des ressources organisationnelles (statut élevé, capital social, prise de décision au sein de l'Etat ou des grandes entreprises nationales voire internationales du secteur public et privé). Elle peut ainsi s'assurer le contrôle à peu près directement de tous les échanges de biens, d'informations, de savoir etc. Cette « classe titulée » pouvant être associée à la « haute bourgeoisie ».

C/ LES TRANSFORMATIONS DES STRUCTURES SOCIALES DEPUIS LE XIXÈME SIECLE jusqu'aux années 1970

Les tables de mobilité sont un outil très efficace pour rendre compte des transformations des structures sociales à partir des années 1950 jusqu'à nos jours. Cependant, il est nécessaire de les apprécier depuis le XIXème siècle par d'autres moyens dont les principaux sont les enquêtes diverses conduites dès le XIXème siècle, études historiques et sociologiques. Les transformations sociales évoquées ci-dessous sont celles présentes dans les pays ayant été touchés précocement par les Révolutions industrielles, en privilégiant l'exemple français. D'où la réintégration des tables de mobilité pour la période des années 1950 à nos jours (exemple français) mais dont les conclusions générales restent valables pour l'ensemble des PDEM.

Pour étudier les transformations des structures sociales depuis le XIXème siècle (dans les PDEM, en privilégiant l'exemple français), la clarté pédagogique privilégie l'étude de quatre grandes catégories : les paysans, les ouvriers et les élites mais aussi les « classes moyennes ».

1/ L'évolution des paysans du XIXème siècle à aujourd'hui (exemple français privilégié)

a/ Des années 1830 à 1914 : la société rurale se métamorphose avec l'entrée des pays dans la Révolution industrielle

● **Une très lente transformation en profondeur des campagnes**

- **Partout en Europe, les campagnes sont profondément impactées par l'entrée dans la Révolution industrielle.** L'Angleterre sacrifie même délibérément son agriculture à la croissance industrielle avec l'adoption du libre-échange (abolition des Corn Laws en 1846) afin d'importer des céréales à moindre coût pour abaisser les salaires et accroître les profits des industriels selon la logique ricardienne. **La France fait figure d'exception et oppose une forte résistance au mouvement d'exode rural, beaucoup plus massif dans les autres pays européens :** en France, en 1914, 40% des actifs sont encore employés dans l'agriculture (contre 7% en Angleterre). Cette résistance française s'explique pour trois grandes raisons : l'attachement à la propriété de la part paysans français acquise sous la Révolution française qui adoptent une attitude malthusienne précoce afin de limiter les héritiers et la parcellisation des propriétés ; le lent essor de la grande industrie en France et donc le maintien de la proto-industrie dans les campagnes assurant un complément de revenus pour les plus miséreux ; la volonté politique des gouvernements successifs (Restauration, Monarchie de Juillet, Second Empire et Troisième République) de maintenir l'influence des « notables » sur les masses paysannes afin de s'assurer un vote conservateur face aux idées réformistes des Républicains de gauche soutenues par les nouvelles masses ouvrières de la grande industrie (démocratie politique mais aussi sociale).

- **Amélioration lente mais réelle des conditions d'existence des exploitants agricoles tout au long du siècle.** L'extension des cultures destinées à la consommation humaine (blé, pommes de terre) mais aussi animale (cultures fourragères), la généralisation de l'usage des engrais chimiques, l'amélioration de l'outillage, permettent à la fois une hausse de la productivité et de la production des surfaces cultivées. Malgré quelques crises de subsistance (1845-1847 étant la plus grave), les mauvaises récoltes en Europe ne sont plus à l'origine de famines, à l'exception de la Grande Famine irlandaise (1845-1851). Cette famine entraîne un désastre sanitaire, une saignée démographique dont l'Irlande ne se remettra jamais, sur toile de fonds de situation coloniale (l'Irlande exporte des produits agricoles vers l'Angleterre pendant la Grande Famine). Cette famine déclenche un regain de sentiment anti-anglais et nourrit le mouvement indépendantiste irlandais qui s'affirme tout au long du XIXème siècle.

- Les productions excédentaires des campagnes sont vendues aux nouveaux marchés urbains en pleine expansion grâce au désenclavement géographique et culturel qu'opère l'arrivée du chemin de fer (révolution des circuits commerciaux). Les sociétés rurales à proximité des grands centres urbains sont donc les plus dynamiques. L'une des grandes conséquences d'une intensification des échanges marchands est la monétarisation lente mais réelle des campagnes, avec le recul du troc. La hausse continue du prix des produits agricoles (la demande urbaine mais plus globalement, tous les pays sont en phase 1 de la transition démographique et connaissent un fort accroissement naturel) contribue à la hausse du pouvoir d'achat des paysans. La Grande Dépression (1873-1896) ne remet pas en cause cette hausse générale du pouvoir d'achat des masses paysannes. Les conditions d'existence s'améliorent et les masses paysannes contribuent lentement à devenir un nouveau débouché pour le secteur des produits industriels et de consommation (textile, faïence, mobilier...) même si la culture de l'autarcie reste très importante.

● **La diversité des terroirs reste importante : entre modernité et traditions**

- Diversité des dialectes et des coutumes locales encore très importante partout en Europe malgré un désenclavement des campagnes grâce au chemin de fer mais aussi grâce à l'introduction de la presse avec l'essor des rotatives qui assurent des tirages de plus en plus nombreux.

- La diversité joue également dans la nature des exploitations :

- Apparition de vastes espaces de monoculture, mis en valeur par des exploitations modernes de type capitaliste (culture céréalière et betteraves sucrières dans le bassin parisien ; viticulture dans la plaine du Languedoc), parfaitement connectées aux marchés urbains.

- Maintien d'exploitations familiales très traditionnelles, marquées par la polyculture dégageant peu de surplus agricoles.

-Une plus grande homogénéité est cependant en cours en raison de l'exode rural qui touche en priorité les catégories les plus pauvres du monde rural (les ouvriers agricoles et les exploitants misérables ainsi que leurs familles). Cette homogénéisation se voit dans une convergence des comportements politiques des pays dont l'écrasante majorité reste fortement conservateurs. Mais c'est à partir des années 1870 partout en Europe que s'accélère cette homogénéisation des campagnes avec les politiques étatiques d'intégration nationale. En France, sous la Troisième République (1870-1914) deux moyens contribuent à l'homogénéisation culturelle du monde rural : l'école gratuite, obligatoire et laïque (dès 1880) et le service militaire obligatoire qui assure la rencontre des hommes de conditions différentes (origines géographiques urbaine et rurale, catégories sociales). Les dialectes locaux reculent massivement et les habitants du monde rural commencent à introduire des éléments de culture urbaine dans leur mode de vie.

b/ 1914-1945 : le monde agricole tente de se moderniser davantage

● **Baisse des effectifs du monde rural partout en Europe mais une modernisation encore modeste.**

- L'exode rural débuté vers 1830 continue et s'accélère, touchant désormais les chefs d'exploitation. A partir de 1914, en France, leur nombre diminue : en **1931, pour la première fois de son histoire**, la population rurale passe sous le seuil des 50% de la population totale, cad que **la population française devient majoritairement urbaine. L'agriculture n'emploie désormais que 30% de la population active.**

- **La Grande Guerre (1914-1918) a bouleversé le visage des campagnes**, notamment françaises et allemandes : saignée démographique au regard du nombre de paysans tués ; nouveau statut des femmes devenues cheffes d'exploitations ; dynamisme des débouchés agricoles pour répondre à l'effort de guerre ; les tranchées achèvent le mouvement d'intégration du monde paysan à la communauté nationale (les paysans sont désormais plus ouverts aux innovations, aux progrès).

- **L'entre-deux-guerres reste cependant marqué par les difficultés d'investissement en raison de revenus agricoles encore trop modestes.** Les premières expériences coopératives apparaissent afin de permettre aux exploitants modestes de résister à la concurrence des grandes exploitations agricoles capitalistes. Mais la Seconde Guerre Mondiale met un terme temporaire à cette organisation indépendantiste des petits et moyens exploitants, notamment en France : importantes pénuries à cause des exigences de l'occupation allemande et des départs des paysans en Allemagne dans le cadre du Service du Travail Obligatoire. Mais attention, les campagnes restent moins touchées que les villes par la guerre avec l'essor du « marché gris » et la vente de denrées alimentaires à des urbains en situation de disette. Ces revenus agricoles ont entraîné **une image très ambivalente de la paysannerie française à la Libération** : accusés d'avoir été des « profiteurs de guerre », les paysans ont également aidé la résistance intérieure et extérieure, mais aussi à la cache voire à l'évacuation clandestine des persécutés du régime nazi, notamment des juifs.

- **Une modernité tolérée par les campagnes car l'identité rurale reste encore très forte** : progression des objets usuels et du matériel plutôt urbain, perte du caractère local du vêtement mais vie quotidienne encore très fortement marquée par le calendrier agricole, les fêtes traditionnelles au caractère religieux (même si la piété décroît).

● **Le monde politique français redécouvre les campagnes afin raison de sa position de force avec le suffrage universel.** - La III^{ème} République, comme le Second Empire avant elle, a pleinement conscience de l'enjeu du vote des campagnes en raison de l'instauration du suffrage universel (masculin). **Tous les hommes politiques, indépendamment de leur famille politique (droite ou gauche), s'efforce de préserver les intérêts des campagnes.** Ainsi, en temps de crise, on protège les prix agricoles par des mesures protectionnistes comme les tarifs Méline en 1892 (lois du « cadenas »), la création de l'Office du Blé (1936) afin de préserver les cours du blé des importantes variations.

- Face au « péril bolchevique », la droite française étend son emprise sur les campagnes françaises plus que les forces politiques de gauche. Organisations et syndicats agricoles se voient proposer un modèle de société reposant sur la Corporation paysanne où les valeurs traditionnelles et la propriété privée sont centrales. Le maréchal Pétain assoit son programme idéologique (la « Révolution nationale ») sur le rôle central de la « Terre ». Mais l'exode rural, le rationnement alimentaire, la Résistance, la mobilisation contre les persécutés du régime (les juifs) ont cependant permis de tisser à nouveau des liens avec le monde urbain (malgré les tensions liées au « marché gris ») et atténuer cette emprise de la droite française sur les campagnes. Cependant, l'attachement au monde des campagnes dans les familles politiques demeure très présent, parfois symbolique mais souvent fantasmé.

c/ 1945 – à aujourd'hui : les campagnes se modernisent massivement et les paysans perdent effectifs et spécificités

● **Accélération de l'exode rural après 1945 partout en Europe, notamment en France.**

- Entre 1946 et 1962, la modernisation du monde rural est sans précédent. L'exode rural massif (1,7 millions d'actifs masculins) assure la révolution agricole : le remembrement des terres accélère la révolution des techniques (usage des produits phytosanitaires et des machines agricoles) uniquement possible en raison d'un endettement considérable de la paysannerie, de politiques publiques de modernisation, relayées par les syndicats professionnels agricoles et les associations très puissantes comme les Jeunesses Agricoles Chrétiennes. Le 1^{er} Plan de 1947 insiste sur les investissements pour la mécanisation de l'agriculture financés en grande partie par l'aide du Plan Marshall. En 1962, c'est la CEE qui prend le relai de ces aides massives à la modernisation agricole avec la première PAC (Politique Agricole Commune).

- La paysannerie française adhère massivement à ces plans de modernisation et associe désormais le progrès technique au mieux être des conditions de travail et de vie : les revenus agricoles augmentent grâce la garantie des prix agricoles par le FEOGA ; les foyers paysans connaissent l'introduction de l'eau courante et de l'électricité à partir de 1950. Le prix environnemental d'une telle modernisation n'est absolument pas pris en compte : c'est une agriculture productiviste qui est créée et encouragée (jusqu'aux années 1990).

- **L'agriculture achève ainsi son intégration à l'économie de marché** et voit la disparition définitive de la paysannerie et du paysan pour donner naissance à l'agriculture et l'agriculteur. L'agriculture est totalement intégrée aux échanges mondiaux. La culture vivrière a disparu. L'indépendance des exploitants a cependant disparu avec la montée de l'endettement, la relation étroite qui les lie aux fournisseurs et aux distributeurs, et l'octroi des aides publiques. Désormais l'agriculteur est un chef d'entreprise, souvent titulaire d'un Bac +2 dont une grande partie du temps est absorbé par des tâches administratives. Mais pour les plus petits, le plus pauvres ou les plus vieux exploitants, la modernisation n'a pas été possible. En 2010, 80% des pauvres de France vivent dans les communes rurales dans lesquelles désormais les ouvriers et les employés sont majoritaires.

● **Les paysages et la culture du monde rural sont profondément transformés** : la modernisation agricole, la hausse globale des revenus ont permis au monde agricole de s'intégrer à l'économie de marché et d'entrer dans la consommation de masse. L'exode rural massif a cependant entraîné la création de déserts démographiques qui peuvent connaître cependant un renouveau pour ceux qui se localisent à proximité des grandes métropoles dynamiques dans le cadre de la périurbanisation et surtout de la rurbanisation. Cette installation de néoruraux permet de redynamiser des territoires ruraux à condition d'offrir les services et l'accessibilité aux métropoles pour de nouveaux habitants à la culture urbaine qui recherchent une meilleure qualité de vie. La mutation des valeurs depuis les années 1990-2000 entraîne un regain d'intérêt pour les campagnes de la part des urbains : c'est l'essor du tourisme vert dans le cadre de la redécouverte du patrimoine culturel et des activités sportives. De nombreuses fermes en difficultés se sont ainsi reconverties en « gîtes ruraux », « fermes pédagogiques » tout en développant une activité agricole désormais voulue comme plus responsable, contribuant à redynamiser les territoires et à faire revivre des us et coutumes locales souvent mises à mal dès le début du XX^{ème} siècle, soit par volonté politique d'unification de la nation soit par les conséquences de la modernisation (urbanisation et mondialisation).

2/ Les ouvriers du XIX^{ème} siècle à nos jours

a/ La première révolution industrielle donne naissance à un nouveau groupe social

● **La classe ouvrière émerge seulement à partir des années 1830 : le prolétariat s'affirme lentement comme la figure emblématique de la Révolution industrielle**

. **Jusque dans les années 1830, en raison de leur très forte hétérogénéité, il faut parler « des classes ouvrières »** mais à partir des années 1830, l'affirmation de la grande industrie entraîne le rapprochement des différentes catégories ouvrières. L'élite ouvrière (ouvriers de métiers et compagnons) héritée de l'époque moderne se rapproche du prolétariat de fabrique formé par les ruraux les plus pauvres dans le cadre de l'exode rural et qui deviennent désormais le groupe ouvrier majoritaire. Cette unification du monde ouvrier se réalise grâce à plusieurs facteurs :

- l'emprise de « la nécessité immédiate » malgré des progrès lents du niveau de vie, rendant en général imperceptibles le mieux-être au quotidien.

- Une « subculture originale » émergente : la conscience de classe prend forme dans la ségrégation spatiale et sociale des masses ouvrières : création d'une sociabilité de voisinage (travail, quartier avec le rôle central du « café ») ; place centrale de la femme dans la vie familiale ouvrière (division stricte des tâches, gestion du budget) ; tenue vestimentaire (casquette) ; « conscience fière » (H. Mendras) de l'ouvrier, fondée sur le métier, la compétence, l'autonomie professionnelle pour les plus qualifiés d'entre eux. Cette « conscience fière » rencontre la « conscience prolétarienne » des autres ouvriers dans le cadre du syndicalisme (création de la CGT en 1895, Charte d'Amiens en 1906).

- Quelques grandes figures types apparaissent : l'ouvrier du textile ; le mineur ; l'ouvrier de la métallurgie (le « métallo ») et le docker.

• **La conscience de classe ne se crée pas seulement dans le lien social mais aussi dans sa mobilité politique.** C'est l'émergence de la classe ouvrière en tant qu'acteur social ; c'est « **le mouvement ouvrier** »

- Les luttes ouvrières sont dures, souvent réprimées dans le sang. Il faut attendre la fin du XIXème siècle pour voir la **rupture de l'isolement de la classe ouvrière** avec la diffusion, sous des formes diverses, des idées socialistes qui structurent idéologiquement les organisations ouvrières en leur donnant une alternative d'organisation économique et sociale face au triomphe idéologique du capitalisme libéral né de la Révolution industrielle. Le socialisme recrute ainsi parmi les intellectuels qui portent les revendications des masses (Karl Marx, Fourier, Cabet, Proudhon, Babeuf, Bakounine...). Les organisations ouvrières (IIème Internationale 1889 ; fondation de la Confédération Générale du Travail, 1895) s'approprient les thèses socialistes. Mais à l'exception de la Commune de Paris (1871), les révoltes ouvrières du XIXème siècle ne parviennent pas à donner encore toute la cohérence au groupe, à lui donner un sentiment d'identité politique fort qui permettrait de parler de « classe ouvrière » au sens marxiste. Cette cohésion se retrouve cependant au sein du **monde ouvrier de Paris**, principale ville industrielle et ouvrière au XIXème siècle.

- **La grève s'institutionnalise comme action ouvrière** (1864, autorisation du droit de coalition) et porte avant tout sur les salaires (50% des conflits), puis sur la durée du travail (13%), les réclamations contre la discipline industrielle (12%). En 1864, création de « l'Internationale » par Marx et Engels. En 1884, légalisation des syndicats par la loi Waldeck-Rousseau.

- Deux tendances dans le mouvement ouvrier :

- **Le réformisme** : pas de renversement du capitalisme ; revendication de réformes sociales générales : limitation de la journée de travail, salaire minimal, protection sociale, repos hebdomadaire et annuel. Tendance présente avant tout chez les mineurs, ce qui s'explique par leur condition privilégiée au sein des ouvriers depuis le milieu du XIXème siècle (corons...) + cheminots, postiers, métiers du livre.
- **La révolution** : mythe de la grève générale comme instrument du renversement du capitalisme (« le grand soir ») ; refus de la médiation politique et des réformes à court terme (tendance anarcho-syndicalisme) ; les leaders sont des ouvriers de métier hautement qualifiés ou des intellectuels.

• **Une main d'œuvre industrielle qui se concentre géographiquement**

- **Une localisation d'abord dans les grandes villes, foyers des premières industrialisations.** Volonté du patronat de bénéficier des structures héritées de l'Ancien Régime du commerce et d'artisanat, d'une main d'œuvre qualifiée, de la clientèle, des capitaux et des entrepreneurs, des réseaux de communication. L'industrialisation et donc les premières concentrations ouvrières se sont localisées d'abord dans les grandes villes souvent des capitales (nationales ou régionales) : dans le centre-ville historique, se concentrent les ateliers et les usines de taille moyenne voire petites alors qu'en périphérie, émergent les nouvelles industries et les banlieues ouvrières (Ex : à Paris, la ville de Montrouge).

- **Les Villes mono industrielles** sont fondées en général par des dynasties familiales en fonction de la présence de la matière première ou de la source d'énergie : Le Creusot (Schneider) ; Clermont-Ferrand (Michelin) ; Sochaux (Peugeot) ; Détroit (Ford). De véritables régions se structurent socialement autour de cette industrialisation : le Nord de la France repose sur l'industrie textile (famille Saint-Maclou par exemple) mais surtout **les « pays noirs »** (régions marquées par l'exploitation du minerai du charbon très caractéristiques : chevalets, poussières, corons et « gueules noires »). On assiste également à l'industrialisation **des vallées montagnardes** dans le cadre de l'exploitation hydroélectrique et du textile (chaussures, chaussons, bonneterie etc.).

- **Les Industries portuaires**, notamment grâce à la **construction navale** liée à l'essor des échanges maritimes. Ex : les chantiers navals de Saint-Nazaire et les dockers.

• **La condition ouvrière s'améliore mais tellement lentement qu'elle n'est pas forcément perceptible par les contemporains.**

- Dans la deuxième moitié du XIXème siècle (à partir de 1850), la baisse de la natalité associée pourtant à un essor des besoins de main d'œuvre industrielle, entraîne une hausse des salaires réels ; la situation du logement s'améliore ; le développement des premières solidarités ouvrières (les « fraternelles » ou sociétés de secours mutuel) et l'essor progressif du syndicalisme sont à l'origine de réelles avancées sociales.

- Cette conquête des droits sociaux par un mouvement ouvrier de plus en plus solidaire, cohérent culturellement et organisé sur le plan des luttes politiques rencontre vers 1880 une volonté des hommes politiques et du grand patronat de lutter contre les idées socialistes grandissantes. Le grand patronat, motivé à la fois par les sentiments chrétiens et soucieux de paix sociale, instaure des avantages sociaux significatifs en faveur de leurs ouvriers mais dans une logique qui reste paternaliste ; l'Allemagne fait figure de pionnière en instaurant la première un Etat social par les lois de 1880 qui généralisent un système d'assurances sociales obligatoire, impulsées par le chancelier Bismarck, ultra-conservateur.

→ Au début de la révolution industrielle, et jusque dans les années 1880, les ouvriers sont encore trop misérables et fragmentés pour parler de « classe ouvrière » au sens marxiste. Cette « classe ouvrière » émerge dans les années 1830 et se construit tout au long du XIX^{ème} siècle en prenant conscience de son unité (lien social) et de sa mobilisation (lutte politique). La « loi de la bipolarisation » de Marx n'est donc pas valable en France pour le XIX^{ème} siècle et reste fragile au début du XX^{ème} siècle en raison notamment, du poids toujours très important des masses rurales (actifs agricoles) mais aussi de l'affirmation des « corps intermédiaires », les futures « classes moyennes » nées de la tertiarisation des activités impulsées par l'essor des grandes entreprises des Révolutions industrielles (chemins de fer, grands magasins).

b/ De la Deuxième Révolution industrielle jusqu'aux années 1980, la structuration d'une « classe ouvrière » au sens marxiste ?

● L'affirmation de la « classe ouvrière » pendant l'entre-deux-guerres et pendant la guerre

. **La condition ouvrière trouve sa cohérence au sein d'une position identique dans l'appareil productif marqué par l'essor de la très grande entreprise lié à l'introduction du taylorofordisme qui dessine une nouvelle typologie ouvrière :**

- **naissance des O.S (ouvriers spécialisés) :** l'« OS » est une nouvelle figure ouvrière inconnue jusque-là dans les usines, vouée à des tâches simples et répétitives, formé en quelques semaines. Il est un simple prolongement de la machine. Il contraste avec le « professionnel » (formation longue) et du « manœuvre » (tâche de nettoyage et de manutention). L'OS est situé au bas de la nouvelle échelle des valeurs usinières, recruté majoritairement parmi les immigrants (Italiens, Belges, Polonais). Il est fortement dévalorisé professionnellement et subit une surveillance étroite de la part de la hiérarchie (il est la cible de la « chasse à la paresse »). Les « OS » restent marginalisés au sein du mouvement ouvrier où les « Français de la majorité » font preuve d'assez peu de solidarité ouvrière à leur égard.

- **montée des O.P (ouvriers « professionnels ») :** héritiers des « ouvriers de métier » du XIX^{ème} siècle ; savoir-faire régulé par le taylorisme mais toujours reconnu. Il occupe une position stratégique dans le système productif assurant sa reconnaissance sociale. La pénurie d'emploi dans les nouveaux secteurs leur assure une ascension sociale parfois remarquable grâce à des formations internes de complément, y compris jusqu'aux emplois de cadres. **Les « OP » entretiennent la tradition ouvrière de mobilité. Ils ont le cœur de la cohésion du mouvement ouvrier, surtout après les années 1930.** Jusque dans les années 1930, les brassages interprofessionnels en raison des glissements des ouvriers entre les différences branches d'activité (meilleurs salaires dans les nouveaux secteurs moteurs) fragilisent la cohérence de la classe ouvrière. La stabilisation s'opère à partir des années 1930.

. **La condition ouvrière s'améliore pendant l'entre-deux-guerres mais la ségrégation résidentielle et sociale reste encore très marquée :**

- **Hausse du niveau des salaires ; premières conventions collectives** permettant la naissance **de la négociation contractuelle, clé de voûte du réformisme social** et instauration de la **journée de 8 heures**, donnant satisfaction à l'une des plus anciennes revendications ouvrières. En réalité, nombreuses dérogations pour les heures supplémentaires auxquelles les ouvriers sont loin d'être hostiles.

- **Ségrégation résidentielle :** la classe ouvrière est rejetée dans les communes rurales autour des villes qui deviennent des banlieues « rouges » (Boulogne, Aubervilliers, Bobigny autour de Paris) qui ressemblent à des bidonvilles car leur croissance est anarchique et délaissée par l'Etat malgré quelques initiatives tardives et rapidement stoppées par la crise des années 1930 (loi Loucheur en 1928 pour développer le logement social).

- **Ségrégation sociale :** faute de bagage culturel normatif, l'ascension sociale des enfants d'ouvriers par le système scolaire est quasi inexistante. L'école valorise la culture légitime de la bourgeoisie attachée à la reproduction des élites. Malgré l'investissement des forces de gauche³ (syndicats et partis politiques) pour pallier ces carences, seule une minorité ouvrière parie sur l'école pour assurer une promotion sociale. Dans l'imaginaire collectif, la condition ouvrière reste au bas de l'échelle sociale.

. La mobilisation politique des ouvriers est de plus en plus forte et contribue à forger la légende héroïque d'un groupe social rendu plus homogène par l'essor de la grande entreprise et de l'OST, par la constitution de bastions ouvriers et par l'adhésion aux idées communistes. Trois facteurs principaux sont aux sources de la mystification de la culture ouvrière comme ciment d'une conscience de classe :

- **Le Front Populaire (1936-1938) est ainsi un événement symbolique plus que fondateur.** Si aucune révolution sociale n'a eu lieu, il reste **l'expression du plus puissant mouvement social** depuis l'industrialisation française. Il est né des

³ En 1932, création de l'Université ouvrière de la CGTU animée par des militants enseignant du PCFR (conférences spécialisées dans l'histoire économique et sociale et du développement du capitalisme) ; la CGT socialiste a un centre confédéral d'éducation ouvrière. Seule l'élite ouvrière est concernée et non les masses (formation dans le cadre étroit de l'usine).

frustrations accumulées **par une classe consciente du rôle majeur qu'elle joue** dans le développement du pays et des injustices dans la redistribution des richesses dont elle est victime. A priori, **les acquis sont révolutionnaires en 1936** : **les accords de Matignon du 7 juin 1936**, signés sous la pression de la grève générale et suivis d'un ensemble de mesures législatives⁴. **En réalité, ces acquis ne modifient en rien les structures de la société industrielle.** Ces accords reçoivent l'hostilité totale des employeurs effrayés par les occupations d'usines qui semblent préfigurer la révolution « rouge » et la socialisation des moyens de production. La Confédération générale du patronat français lance une contre-offensive dès 1937 qui aboutit au licenciement de syndicalistes dans les entreprises. La majorité des acquis de 1936 sont vidés de leur sens car on assiste à une dégradation du contexte économique⁵.

-L'influence de plus en plus massive du communisme sur les masses ouvrières : entre 1934 et 1946, les effectifs du PCF sont multipliés par 20 : la condition ouvrière ne devient plus un repoussoir dont on cherche à s'extraire en ouvrant une boutique ou un troquet afin de devenir un « petit bourgeois », mais une source de fierté et donc d'identité commune.

-La Résistance intérieure entre 1941 et 1944 : le surnom que se donne le PCF aux lendemains de la guerre est ici révélateur du sentiment de sacrifice de la classe ouvrière majoritaire au sein de la Résistance intérieure : « le parti des 75 000 fusillés ». L'influence de la classe ouvrière se lit dès la Seconde Guerre Mondiale dans la rédaction du **programme du Conseil National de la Résistance**, qui pose les jalons d'une économie socialisée (marquée par la planification et la nationalisation des secteurs stratégiques de la croissance) et d'un Etat providence.

● **Entre 1945 et les années 1980, c'est l'apogée d'une définition de la classe ouvrière au plus proche du sens marxiste.**

- **Les ouvriers sont le groupe social le plus important de l'après-guerre jusqu'aux années 1980** : 1/3 des actifs employés dans l'industrie en 1945, les ouvriers connaissent une hausse continue de leur nombre sous les Trente Glorieuses pour atteindre un apogée à 8 millions en 1982. **C'est l'apogée de la classe ouvrière** : la généralisation de l'OST en France entraîne une **promotion mécanique des Français de la majorité qui étaient OS en OP voire en cadres grâce aux formations et promotions internes**, l'Etat organisant une immigration massive pour remplacer les postes d'OP ; la pénurie de main d'œuvre pousse les salaires à la hausse et la forte syndicalisation associée aux succès politiques du PCF construisent une identité de classe où les grandes figures ouvrières apparues dès le XIXème siècle deviennent l'incarnation de la condition ouvrière (le métallo, le mineur, le cheminot, le docker).

- **Les syndicats ouvriers s'imposent comme des acteurs incontournables de l'amélioration des conditions de travail et de vie.** Après la Seconde Guerre Mondiale, les syndicats sont renforcés dans la majorité des pays. En France, on atteint pratiquement les 6 millions de syndiqués en 1945, soit environ 30% des actifs. Il n'y a que les Etats-Unis où le rôle des syndicats est limité par la loi Taft-Hartley de 1947 dans un contexte de peur obsessionnelle du communisme. Partout ailleurs, **les syndicats s'imposent comme des interlocuteurs reconnus.** Lors des mouvements sociaux, **les syndicats sont suffisamment forts pour négocier d'importantes d'augmentations de salaire.** Ainsi, le **27 mai 1968**, lors de la paralysie de la France par les grèves, sont conclus **les accords de Grenelle** qui prévoient une augmentation de 35 % du SMIG et de 10% en moyenne des salaires réels. **Ce puissant mouvement social illustre la force des syndicats. Avec les accords de Matignon et de juin 1936, les accords de Grenelle marquent l'autre grande victoire ouvrière en France.**

● **Malgré l'apogée de la classe ouvrière, des lignes de fractures persistent et les années 1960 marquent l'affaiblissement de cette identité ouvrière qui commence à être à nouveau dominée :**

- Les lignes de fracture deviendront flagrantes avec la crise contemporaine des années 1980 : les immigrés d'Afrique du Nord aux postes des OS ou encore les femmes des régions catholiques de l'Ouest de la France (salarisées de petites usines sous-traitantes dans le cadre des délocalisations intérieures des grandes entreprises pour abaisser les coûts salariaux) n'ont pas la même représentation du monde ouvrier que les OP et les jeunes cadres, fortement syndiqués des usines de Renault de Boulogne-Billancourt...

- Les conditions de vie des ouvriers s'améliorent de façon spectaculaire après 1950 au point qu'ils entrent lentement dans la consommation de masse : la construction de grands ensembles dans les années 1960 entraîne la fin des logements ouvriers insalubres voire des derniers bidonvilles (dans les années 1970), la hausse général des salaires

⁴ Les accords de Matignon instaurent la semaine de travail ramenée de 48 à 40h sans réduction de salaire, l'augmentation de 7 à 15% des salaires, deux semaines de congés payés, la généralisation des conventions collectives, l'institution de représentants du personnel dans les entreprises de plus de 10 salariés.

⁵ la hausse des prix de 30% entre 1936-1937 ampute le pouvoir d'achat ouvrier) et dès la dislocation du dernier gouvernement du FP (août 1938), la loi sur les 40h est pratiquement abrogée par les décrets-lois de nov. 1938 malgré la grève générale lancée par la CGT. La fin de l'agitation sociale s'explique avec la reprise économique, le recul du chômage et la hausse du salaire horaire (+ 6% entre 1938 et 1939).

(introduction du Salaire Minimum Garanti en 1950) et l'amélioration de la couverture sociale (Sécurité Sociale) conjuguées aux gains de productivité dans l'agriculture et l'industrie désormais de consommation, permettent aux ouvriers d'accéder à toujours plus de biens et de services : en 1975, 80% des ménages ouvriers possèdent au moins une voiture et 20% un téléphone. Mais cette entrée dans l'ère de la consommation de masse fragilise la culture ouvrière. **Les ouvriers apparaissent désormais plus soucieux de promotion et de consommation** (Serge Mallet). Dans un contexte de standardisation des modes de vie, « la classe ouvrière » aurait trouvé sa place dans la société et n'aspire plus à la renverser. **La classe ouvrière au sens marxiste est en train de s'effacer.**

- Les mutations du système productif et le changement de stratégie des grandes entreprises fragilisent de plus en plus la classe ouvrière à partir des années 1960 :

- **Les premières délocalisations des ateliers de production sont d'abord intérieures**, orchestrée par la DATAR pour rééquilibrer le territoire. La main d'œuvre est avant tout féminine encore soucieuse des hiérarchies traditionnelles. **Vers la fin des années 1960, début de délocalisation des usines de plus en plus vers les émergents** pouvant offrir des avantages comparatifs concernant le coût et la réglementation du travail, notamment dans le secteur du textile (Turquie, Maroc, Tunisie). **Début des licenciements en raison de cette concurrence de plus en plus forte.**
- **La rentabilité des industries héritées de la première révolution industrielle se pose :**
 - ✓ **Les années 1960 voient la fermeture des premières mines de charbon, activité hautement symbolique de l'identité ouvrière.** Ex : perte de 200 000 mineurs en France avec les fermetures de nombreuses mines en 1962 dont celles de Decazeville (au Sud du Massif central) et dans le Nord-Pas-de-Calais en 1963. La fermeture des mines dans ces régions est très durement ressentie car ces régions étaient en quasi mono activité.
 - ✓ **Accélération de l'automatisation des tâches dans toutes les industries traditionnelles**, ce qui entraîne une multiplication des emplois non qualifiés (70% des emplois industriels créés).
- **La tertiarisation de l'économie** entraîne l'effacement progressif de la figure ouvrière, des « cols bleus », devant celle **des employés**, les petits « cols blanc » qui connaissent une croissance fulgurante.

→ Depuis les années 1880 jusqu'aux années 1970, malgré l'apogée d'une classe ouvrière, les Trente Glorieuses invalident partiellement les prophéties marxistes. En 1975, la société capitaliste n'oppose pas une minorité de propriétaires nantis à un prolétariat misérable. Le partage relativement équitable des gains de productivité dans le cadre des Etats providence rend obsolète l'idée d'extorsion de la plus-value. De plus, l'entrée des ouvriers dans la consommation de masse et avec elle une certaine homogénéisation des modes de vie atténue fortement la conscience de classe. C'est cependant la crise des années 1980 qui met un terme définitif à l'idée de « classe ouvrière » dont le sens marxiste aurait atteint son apogée entre 1945 et 1960 (tout en nuancant par les fractures internes de cette classe ouvrière, notamment avec l'enjeu de la main-d'œuvre immigrée).

c/ Des années 1980 à nos jours : la disparition de la « classe ouvrière » au sens marxiste

● **La crise des années 1970-1980 balaie définitivement « la classe ouvrière »** même si la position sociale demeure en raison d'une **prolétarisation d'une partie des employés du secteur tertiaire**. L'ensemble des figures ouvrières se sont estompées avec l'effondrement des secteurs industriels traditionnels hérités des deux premières révolutions industrielles. La crise des années 1980 entraîne la fermeture des frontières pour les travailleurs peu ou pas qualifiés. Dès 1974, la France stoppe les flux migratoires d'actifs et fait le choix de favoriser l'implantation des étrangers installés depuis longtemps (« regroupement familial ») et en développant l'aide au retour. En dehors de la période 1981-1986 (plus de 130 000 régularisations et lois favorisant l'intégration), la politique d'immigration va être désormais restrictive⁶ quelque soit la couleur politique au pouvoir. Aujourd'hui, les ouvriers de l'industrie (2,2 millions) représentent 35,5% des ouvriers ayant un emploi, les ouvriers du BTP, 14%, ceux du tertiaire 46%.

● L'éclatement de la classe ouvrière en trois pôles (d'après **Michel Verret (1988)**, dans « *La culture ouvrière* »)
- **Le « pôle promotionnel »** : ouvriers qualifiés qui deviennent techniciens et ouvriers en voie de reconversion dans des emplois plus qualifiés ; ils sont plus proches des classes moyennes que des classes ouvrières ; désaffection envers les organisations ouvrières traditionnelles (syndicats, partis) mais investissement dans la carrière professionnelle et

⁶ Lois Pasqua de 1986 et 1993 ; Michel Rocard, Premier ministre socialiste déclare en 1990 : "nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde " ; Lois Chevènement en 1998 qui régularisent à nouveau, facilite le regroupement mais limite l'immigration économique ; Lois Sarkozy de 2002-2003 : N. Sarkozy, ministre de l'intérieur souhaite en 2005 une " immigration choisie plutôt que subie ", Brice Hortefeux, Eric Besson et Claude Guéant mettent en place à partir de 2007 une politique systématique d'expulsion. Le thème principal est désormais la lutte contre l'immigration clandestine.

vie familiale ; identité tiraillée entre une conscience de classe héritée des traditions de lutte des ouvriers (transmise dans le cadre familial) et une identité acquise qui les rapproche des modes de vie des classes moyennes.

- **Le « pôle traditionnel »** se réfère au modèle de l'« ouvrier pauvre, solidaire et rebelle » dont les positions demeurent proches de la CGT, du PCF ou de l'extrême-gauche ; mais fort effritement de la conscience de classe et ce modèle a fortement régressé. Présence au sein des grandes entreprises industrielles héritées des deux révolutions industrielles, souvent en position de monopole après 1945 dans le cadre des nationalisations ; ces ouvriers apparaissent très protégés par leur statut et la force des conventions collectives malgré la privatisation (SNCF, GDF-Suez...).

- **Le « pôle en perte »** : les ouvriers les plus vulnérables qui subissent les restructurations industrielles, les changements technologiques et la « modernisation des méthodes » de gestion du personnel ; peu qualifiés, ils occupent des emplois précaires, ils perdent les valeurs traditionnelles de la conscience de classe et du travail ; cette déqualification est un facteur de « disqualification sociale » (Paugman). Leur précarité entraîne l'isolement social et la dévalorisation psychologique.

3/ L'élite : la bourgeoisie et les classes dominantes

a/ Le XIXème siècle crée de nouvelles élites

. **La bourgeoisie d'affaires (industrielle et bancaire) supplante la noblesse d'Ancien Régime.** La révolution politique et la révolution industrielle du début du XIXème siècle donnent naissance à un système de domination qui repose désormais sur le talent, le mérite plutôt que sur la naissance.

-Les élites d'Ancien Régime :

- Jusque vers la fin du XIXème siècle, elles parviennent à maintenir une certaine influence. Les « notables » hérités de l'époque moderne (hobereaux et propriétaires terriens) parviennent à maintenir leur rang surtout en province. Seules certaines élites d'Ancien Régime réussissent à comprendre les nouvelles hiérarchies de fait et se reconvertissent en investissant dans les grandes industries nées de la Révolution française (le Comité des Forges, 1864, ou bien la sidérurgie ou les grandes sociétés de chemin de fer) mais aussi dans les Banques d'affaires.
- L'influence de ces anciennes élites décline avec la centralisation grandissante du pouvoir sur Paris, la diminution de la part de l'activité agricole dans la richesse nationale (les rentes foncières déclinent) et l'alphabétisation de plus en plus massive des campagnes avec l'introduction de la scolarisation gratuite, obligatoire et laïque à partir des années 1880 rendant les esprits moins dociles (triomphe de la République et du suffrage universel).

-Jusqu'au XIXème siècle, les nouvelles élites sont surtout :

- **Les entrepreneurs**, tous issus de milieux bourgeois, qui profitent du nouveau climat des affaires pour s'affirmer économiquement et politiquement. C'est surtout sous le Second Empire que triomphe cette bourgeoisie conquérante qui s'impose désormais en haut de la hiérarchie sociale incluant un poids politique de premier plan. Les noms de Aristide Boucicaut, les frères Pereire, Henri Germain incarnent ces nouvelles élites de la bourgeoisie triomphante.
- **Des professions anciennes mais qui accèdent au statut d'élites sociales par leur valorisation dans le cadre de politiques publiques** : médecin, pharmacien, avocat ou encore notaire.

-A partir de la fin du XIXème siècle, **cette bourgeoisie d'individus au statut d'indépendants est rejointe par une bourgeoisie d'un genre nouveau.** Ce n'est plus seulement une bourgeoisie indépendante mais **salariée** qui s'affirme dans le paysage des élites. Ce sont **les nouvelles élites nées de la promotion de la méritocratie**, née dès l'époque de Napoléon Ier et surtout à partir de la IIIème République avec les diplômés des nouvelles grandes écoles (Ecole Supérieure de Commerce de Paris en 1820, Ecole Centrale, 1829 ; Polytechnique ; Ecole Normale Supérieure etc.) : **les ingénieurs et les professeurs.** L'école est ainsi décrite par la IIIème République comme un moyen majeur de mobilité sociale ascendante pour les individus talentueux au point de créer le mythe de l'ascension républicaine au travers de biographies représentatives comme Jules Grévy (né dans une famille modeste jurassienne aux convictions républicaines, il devient avocat après de brillantes études, puis député et enfin président de la République de 1879 à 1887).

● Conséquence, jusqu'en 1914, la bourgeoisie n'est pas un groupe social uniforme mais partage une même culture.

- La bourgeoisie n'est pas uniforme. On peut distinguer :

- Trois types de bourgeoisies : une bourgeoisie capitaliste, propriétaire des moyens de production mais quantitativement minoritaire + une bourgeoisie foncière de notables sur le déclin + une bourgeoisie de talent qui préfigure les cadres et les professions libérales du XXème siècle.
- Les bourgeois actifs qui travaillent et investissent + les bourgeois rentiers que les emprunts d'Etat et l'absence d'inflation ont assuré l'augmentation (environ près d'un million de bourgeois rentiers en 1914).

- Cette élite partage cependant une culture commune : les valeurs de l'épargne, d'ordre et de rigueur morale. D'où une peur commune de l'agitation sociale et savent défendre leurs intérêts communs lors d'événements politiques perçus comme une menace (Commune de Paris, Front populaire).
- Les sociologues Pinçon et Pinçon-Charlot estiment que tous les bourgeois cultivent l'entre-soi et mettent désormais en œuvre des stratégies de séparatisme social et de reproduction sociale : les quartiers des élites sont souvent des lieux matériellement ou symboliquement fermés ; certains établissements d'enseignement, cercles de sociabilité et autres lieux de loisirs ne sont accessibles que sur cooptations. Les stratégies de mariage sont des stratégies d'alliance entre familles. L'objectif est d'écarter les « petits bourgeois » parvenus.
- C'est au Second Empire que la bourgeoisie conquérante affirme un nouvel art de vivre : le tourisme (stations balnéaires d'Arcachon, de Biarritz, de Deauville), les voyages, la gastronomie, la pratique du sport (l'alpinisme, l'équitation, la voile, le tennis etc.), autant d'« innovations bourgeoises » si bien décrites dans l'œuvre d'*A la recherche du Temps perdu* de Marcel Proust.

b/ de 1914 aux années 1980 : la bourgeoisie fragilisée se recompose et se régénère

● L'évolution de la structure économique et sociale fragilise la bourgeoisie dès l'entre-deux-guerres.

- Selon T. Piketty (*Les hauts revenus en France, 2001*), le XX^{ème} siècle a particulièrement lésé les Français percevant de très hauts revenus ou disposant de patrimoines importants : inflation, instauration de l'impôt sur le revenu pendant la Première Guerre Mondiale et maintenu par la suite, destruction des patrimoines fonciers lors des deux guerres mondiales mais aussi des patrimoines financiers lors de la crise de 1929. Ces points ont fortement fragilisé les fondements de la bourgeoisie active et « euthanasier » les rentiers.
- Cet affaiblissement économique s'accompagne d'un affaiblissement politique par la remise en cause de la légitimité de la bourgeoisie à conduire les affaires du pays : la séduction du modèle fasciste auprès des élites de l'entre-deux-guerres, la collaboration, le soutien au régime de Vichy ont discrédité les forces traditionnelles conservatrices malgré l'engagement de nombreux enfants de grandes familles dans la Résistance ou de grandes personnalités politiques de droite. La création de l'Ecole Normale d'Administration (l'ENA) en 1945 prend sans doute une dimension symbolique très forte de vouloir renouveler les couches dirigeantes dans la France de la Libération.
- L'affaiblissement est également sociale avec l'entrée dans la consommation de masse des Français sous les Trente Glorieuses qui sapent les valeurs bourgeoises. Autrefois pensées comme éléments de culture commune, les Trente Glorieuses assurent la démocratisation les caractéristiques du mode de vie bourgeois : mobilier d'intérieur, équipement de confort (électricité, eau courante, eau chaude), automobile, loisirs, tourisme... sont désormais partagés par l'ensemble des catégories sociales. Mai 1968 consomme la fracture entre une grande partie de la jeunesse française avec le modèle culturel des couches dominantes. Les étudiants s'insurgent contre les piliers du système de représentation du monde des élites (autorité, ordre, sens de la mesure) que l'on retrouve dans les slogans (« interdit d'interdire », « l'imagination au pouvoir » etc.)

● En réalité, depuis 1945, l'élite se diversifie et se recompose

- La transformation de l'élite s'opère selon un triple mouvement : salarisation, qualification mais aussi féminisation. L'archétype de ces mutations peut être les professionnels salariés extrêmement qualifiés à la tête des très grandes entreprises qui ne sont plus la propriété de personnes individuelles mais de groupes d'investissements anonymes (la figure du « PDG » en France). Globalement, l'accélération de la mondialisation a profité aux personnes les plus qualifiées dans les secteurs de la Troisième Révolution Industrielle débutée dès les années 1960-1970 en faisant bondir leurs rémunérations (ex : les « traders »). Les femmes s'invitent pour la première fois au sein de ces nouvelles élites sociales en étant de plus en plus nombreuses à occuper des postes stratégiques au sein des entreprises voire du monde politique même si elles restent encore minoritaires au sein de cette élite.
- Depuis les années 2000, une nouvelle rupture semble avoir lieu (voir ci-dessous). Les sociétés semblent beaucoup plus tolérantes aux manifestations de l'extrême richesse et à la montée des inégalités. La baisse de la fiscalité et la fin de l'inflation ont permis de se reconstituer dans le monde un groupe de rentiers, sorte d'oligarchie mondialisée vivant en vase clos sans réelles attaches nationales. La critique porte sur le volet moral avec le sentiment d'une catégorie de parvenus, une élite vulgaire, consumériste et sans réel projet si ce n'est de mener une vie hédoniste.

4/ Les « classes moyennes » : une réalité sociale et politique souvent difficile à identifier

a/ Du XIX^{ème} siècle à 1914, les « classes moyennes » sont des catégories intermédiaires qui se démarquent par leur statut de travailleurs indépendants et qualifiés.

● L'univers des strates intermédiaires (entre condition ouvrière et condition bourgeoise) se compose majoritairement de boutiquiers et d'artisans qui partagent des valeurs communes : indépendants, propriétaires, travailleurs, soucieux de l'ordre public et attachés à des valeurs morales conservatrices. Le prolétariat est un repoussoir. La boutique est d'ailleurs souvent perçue comme un vecteur important de mobilité sociale pour les ouvriers.

● Vers 1870, ce groupe de boutiquiers et d'artisans est grossi par l'intégration des salariés, notamment les employés des grandes entreprises mais aussi du secteur public. Ce sont de nouvelles figures qualifiées en raison de la complexification des processus de production (ingénieurs, contremaîtres) et de la tertiarisation des entreprises (leur concentration suppose l'essor de nouveaux métiers administratifs). Si les différences restent nombreuses au sein de ces strates intermédiaires, les individus qui la composent partagent tous un même idéal et des caractéristiques communes : volonté d'appartenance à la « petite bourgeoisie » dont on imite les codes et les valeurs (sens de la propriété, compétences, relative aisance matérielle, soins de la tenue vestimentaire et du corps, capacité d'épargne) mais aussi convictions républicaines. Elles sont le pilier social de la stabilité politique de la III^{ème} République.

b/ 1914-1980 : les « classes moyennes » s'imposent comme la catégorie la plus importante, tant sur le plan économique que social.

● **Des années 1914 aux années 1945, les classes moyennes sont renouvelées :**

- elles connaissent la perte des petits employés de bureau et les employés du petit commerce et de l'atelier qui rejoignent les couches populaires. Les principales causes sont l'essor de l'instruction publique, la multiplication des postes et la féminisation des tâches (dans le commerce notamment).

- elles connaissent un gain d'effectif (supérieur aux pertes) en intégrant de nouvelles professions, surtout salariées avec l'essor de la très grande entreprise (ingénieurs, administration) et de l'Etat (santé, éducation).

● **Les Trente Glorieuses marquent une « moyennisation » incontestable de la société française selon H. Mendras (héritage wébérien)**

- L'idée de « moyennisation » signifie qu'il ne s'agit plus d'observer l'existence d'une classe moyenne au sens de groupe intermédiaire dans la hiérarchie sociale. **Il s'agit de constater que le nombre d'actifs dont le revenu est proche du revenu moyen ou du revenu médian augmente fortement.**

- Les « classes moyennes » connaissent un gonflement sous l'impulsion du SALARIAT : la « constellation centrale » prendrait toujours plus d'importance. Elle absorberait donc lentement les classes supérieures (la bourgeoisie traditionnelle) et les classes populaires (l'essentiel de la paysannerie par exemple). C'est la « moyennisation de la société ».

○ par le haut, elles intègrent toute une partie de la bourgeoisie déclassée (déclin des bourgeois rentiers et aux très hauts revenus désormais obligés de travailler pour maintenir un certain niveau de vie)

○ par le bas, elles absorbent une partie des catégories populaires, notamment ouvrières, qui bénéficient de la hausse des rémunérations ayant permis l'accumulation de capital (notamment de l'accès à la propriété)

○ par elles-mêmes : l'essor des services publics et de l'Etat providence entraîne l'explosion d'un corps de professionnels qualifiés (médecins, infirmières, enseignants).

-**Henri Mendras affirme qu'en disparaissant, bourgeois, paysans et prolétaires font disparaître en même temps un système de classes au sens fort du terme (marxiste).** Mendras rejette l'idée de classes et de strates. Selon lui, il n'existe que des **groupes sociaux fluctuants dont la profession reste la caractéristique principale.** L'accès de tous, ou presque, à des biens de consommation durable (électroménager, automobile, téléviseur...), aux soins (grâce au système de protection sociale) et au système éducatif (en France, l'examen d'entrée en sixième est supprimé en 1959) ainsi que l'extension du salariat expliquerait largement cette homogénéisation du corps social. L'enrichissement général de la société, lié à la forte croissance, conduirait à une indifférenciation de plus en plus importante des groupes sociaux, en produisant **une culture moyenne** dont le « jean » (pantalon, veste) et le « barbecue » seraient des symboles. Il n'existerait plus de grands groupes dotés d'une capacité d'action autonome. H. Mendras souligne ainsi l'affaiblissement du sentiment d'appartenance de classe chez les individus (ni ouvrier, ni bourgeois). **Moyennisation et disparition des classes sociales seraient donc liées.**

→ La démocratisation de l'enseignement, la sécurisation des parcours professionnels grâce à la prise en charge collective des aléas de la vie privée facilitent fortement la mobilité sociale. Les « classes moyennes » forment alors un ensemble totalement disparate mais extrêmement valorisé socialement et politiquement : dans les années 1980,

Mendras remarque que les 2/3 des Français se sentent appartenir aux « classes moyennes » (soit une constellation centrale dans une société en « montgolfière »).

● **Les sociologues peinent à cerner les contours des « classes moyennes ». Cette divergence de points de vue contribue au rejet de l'interprétation marxiste de la société à partir des années 1960.**

- Au-delà de nombreuses lignes de fractures (salariés, indépendants ; niveau de qualification), pour **Louis Chauvel, ce qui donne l'unité aux classes moyennes est le mode de vie et une certaine représentation du monde :**

- Elles ont tout d'abord démocratisé des codes anciennement créés et réservés à la bourgeoisie, entraînant leur démystification.
- Elles ont en parallèle érigé en norme culturelle la consommation de masse et le libéralisme culturel des artistes et des milieux bohèmes que l'on voit s'épanouir depuis la Belle Epoque (1900-1914).
- Elles restent attachées à l'indépendance mais elle se traduit plutôt par une volonté de l'émancipation de la cellule familiale. L'école est ainsi vue par les classes moyennes comme l'accès à l'emploi, à l'indépendance financière permettant de choisir librement sa vie, y compris pour les jeunes femmes.

-**Pour Pierre Bourdieu (*héritage marxiste*), les distinctions sociales perdurent et maintiennent une hiérarchisation sociale entre les classes dominantes, la classe dominante, les catégories petites-bourgeoises et les catégories populaires fondées sur la possession d'un volume global de capital.** En effet, les Trente Glorieuses consacrent la consommation de masse mais aussi la consommation ostentatoire : avant qu'un produit ne soit consommé en masse, il est d'abord l'apanage des catégories privilégiées. Quand il se diffuse, les élites se différencient des autres catégories sociales par l'accès à un nouveau bien (ex : passage du téléviseur noir et blanc lorsqu'il se diffuse au téléviseur couleur). C'est la même logique en matière de loisirs ou de tourisme. Leur généralisation ne signifie pas pour autant homogénéisation des pratiques. Prendre des vacances à l'hôtel, ce n'est pas la même chose que d'aller au camping. Les agents se classent donc avant tout par leur style de vie, leurs goûts, eux-mêmes reflets du volume du capital et de sa nature.

→ Les classes moyennes qui connaissent un apogée sous les Trente Glorieuses sont donc profondément marquées par l'attachement à la propriété, à la méritocratie, à la consommation de masse, à la liberté des choix individuels. Profondément optimistes, les enfants des Trente Glorieuses ont donc été les vecteurs de l'avènement de la consommation et de changements culturels majeurs qui culminent avec le mouvement de mai 1968. Cependant, la crise des années 1980 semble fragiliser ces classes moyennes, désormais sur la défensive en raison de la peur du « déclassé social ».

c/ Quelle pertinence des « classes moyennes » après les années 1980 ?

● **Des classes moyennes fragilisées par une mise à mal des employés surtout après les années 1980**

- Définis comme **des salariés qui accomplissent des tâches d'exécution dans les fonctions administratives ou commerciales**, leurs effectifs croissent de 3% par an des années 1950 jusqu'au milieu des années 1970. On assiste cependant à **une baisse très nette de leur qualification par rapport à l'avant 1945**. La période des Trente Glorieuses a vu l'explosion du nombre de fonctionnaires avec l'Etat providence (personnel pour les hôpitaux, les écoles puis des services sociaux comme les travailleuses familiales ou les assistantes maternelles). Dans le secteur privé, on assiste à la prolifération des ateliers d'employés organisés sur les mêmes principes que les ateliers d'usine : pool dactylographiques ou mécanographiques, service de traitement des chèques, centres de tri postaux, batteries de caisse des grandes surfaces. Au point culminant de ce mouvement, les grèves des employés des banques et des PTT de 1974 ont mis en évidence les conditions de travail des « **OS du tertiaire** ».

- Or, depuis la fin des Trente Glorieuses, les employés forment un monde hétérogène bien que devenu le plus nombreux statistiquement (30% de la population active en 1999-2000). Trois caractéristiques définissent l'appartenance à la catégorie d'employés : **le salariat, le caractère subalterne des emplois et le fait que les employés, à la différence des ouvriers, ne produisent pas des marchandises (objets concrets)**. Un attribut « implicite » fédère les membres de cette catégorie qui est une « nébuleuse » : **le sexe féminin** (près de 53% des employés étaient des femmes en 1954 contre 80% aujourd'hui).

● Dans son ouvrage, *Les employés*, Alain Chenu, montre qu'il s'agit d'une catégorie omniprésente, fragmentée, démographiquement forte mais « **politiquement fantomatique** ». Chenu parle de la « **grande muette** » de l'espace social. L'une des causes de cette absence dans l'engagement politique et syndical est due à la **forte féminité de cette catégorie**. Pour les femmes employées, la vie familiale est aussi un élément de division car elles ont tendance à s'identifier aux groupes d'appartenance de leurs maris. Il existe surtout de nombreuses « **lignes de fracture** » au sein de ces « classes moyennes » héritées des Trente Glorieuses : perte d'effectifs par le haut au profit des professions intermédiaires en raison du développement des NTIC et gain par le bas avec l'essor de la grande distribution, des

centres d'appel téléphonique, des femmes de ménage, d'aides à domicile, de serveurs, d'agents de services... Les employés ont donc été victimes de l'automatisation des tâches. Avec l'essor de l'informatique, toutes les fonctions à une seule tâche ont quasi disparu ; en revanche, essor des fonctions polyvalentes comme les secrétariats. Seuls les secteurs liés aux loisirs et au tourisme restent marqués par une forte progression des emplois.

III/ L'ENJEU DE L'ÉCOLE : LES CHANCES SCOLAIRES PEUVENT-ELLES SE TRANSFORMER EN CHANCES SOCIALES ?

*La démocratie est par nature une « méritocratie », soit un système dans lequel les différences de réussite ne sont dues qu'aux **différences de performances** et l'école va être l'institution à qui la société va donner la tâche de faire réussir les meilleurs, quelque-soit leur milieu d'origine. **La réussite scolaire détermine donc en partie la position sociale et la position sociale est fondamentale pour la réussite scolaire des enfants.***

A/ L'inégalité sociale dans la réussite scolaire

1/ Petit historique du système scolaire français

a/ Le système scolaire français jusqu'aux années 1950

- Jusqu'en 1880, la France est un pays profondément rural. Plus des 2/3 de la population vit à la campagne. A la ferme comme à l'échoppe, l'enfant participe, par son travail, au budget familial jusqu'à son mariage. **L'école n'avait pas d'application pratique et l'alphabétisation était freinée par la diversité des cultures régionales.** Cette société cloisonnée géographiquement et sociologiquement dans sa grande majorité, s'ouvre progressivement avec l'entrée dans l'ère industrielle. **C'est sous la III^{ème} République (1875-1941) que les masses rurales sont l'objet d'un enjeu politique majeur :** avec le service militaire, l'école doit être le creuset de la formation de la nation française. **La promotion de l'instruction repose sur la promesse d'une vie meilleure en accédant aux nouveaux emplois du tertiaire naissant (employés, instituteurs, comptables...) qui sont au cœur de la mobilité sociale.** L'instruction doit permettre donc aux cadets de trouver un emploi hors de l'agriculture, limitant ainsi le morcellement des terres (les paysans restent très attachés à la propriété privée) mais elle doit permettre aussi d'être un citoyen actif en prenant part à une société qui se modernise (lire, écrire, compter) et de se détacher de l'influence morale des notables traditionnels. **En définitive, seule la classe ouvrière campe aux portes de l'école.** Deux grands éléments à retenir :

- **Les lois Ferry** (1881, 1882, 1883) fondent une école primaire gratuite, obligatoire pour les enfants des deux sexes de 6 à 13 ans révolus et laïque. Un certificat d'étude primaire couronne la fin du cycle élémentaire.

- Le système scolaire français durant la III^{ème} République présente trois grandes caractéristiques : une concurrence entre l'enseignement primaire pour le peuple et un enseignement secondaire et supérieur réservé à la minorité des classes privilégiées ; une séparation des sexes ; une dissociation entre l'école et le monde de la production.

- Une école à plusieurs niveaux se met en place :

- **L'enseignement secondaire classique est antérieur à l'enseignement primaire.** Napoléon 1^{er} fonde les lycées où sont accueillis dès l'âge de 8 ans des élèves payants et des boursiers. En 1876, un garçon sur vingt parvient dans l'enseignement secondaire. **Les collèges et les lycées sont réservés aux fils de la bourgeoisie.** Deux types d'enseignement se côtoient un « enseignement classique » réservé aux privilégiés où le latin est très important et un « enseignement spécial » (devenu « moderne » en 1890) sans latin réservé aux catégories sociales ascendantes. Les premiers lycées féminins sur le modèle de l'enseignement spécial ouvrent vers 1890 avec pour objectif de libérer les femmes de l'influence de l'Eglise. L'égalité entre garçons et filles date de 1924 (passage du baccalauréat pour les deux sexes). **La réussite est sanctionnée par le baccalauréat qui est également le premier grade universitaire (particularité française).** En 1936, la scolarité obligatoire est prolongée jusqu'à 14 ans. La démocratisation s'amorce : en 1936, 2,7% des élèves de sixième étaient d'origine ouvrière, 1,7% d'origine agricole ; en 1946, ces chiffres sont respectivement de 1,4% et 8,9 %.

- **L'enseignement supérieur :** un système original où **se concurrencent les facultés et les grandes écoles** fondées au XVIII^e à vocation professionnelle. Seule exception à cette structure, les facultés de droit et de médecine offrent une formation professionnelle. Cet enseignement supérieur n'atteint que 40 000 étudiants dans l'entre-deux-guerres et est peu ouvert à la recherche (création du CNRS en 1936) et aux universités étrangères.

- **Un enseignement technique créé dès les années 1880,** spécifique à la France, qui connaît un essor remarquable dans l'entre-deux-guerres avec l'expansion des industries mécaniques et électriques. En 1939, il accueille 120 000

élèves et offre des diplômes, préparés en trois ans, qui assurent une certaine ascension sociale aux enfants des milieux populaires. En 1941, ces écoles deviennent des **collèges techniques**.

2) Une massification scolaire depuis les années 1950 mais une démocratisation limitée⁷

● La proportion de bacheliers dans une génération est passée de 1% en 1900 ; 20% en 1970 ; 40% en 1989 ; 64,7% en 2007 et 79,9 % en 2018 (tous baccalauréats confondus). **La massification de l'Ecole renvoie à une volonté d'ouverture de l'école à toutes les classes sociales, notamment au collège et au lycée.** Il en résulte une forte augmentation des effectifs scolaires (démocratisation quantitative). La sélection sociale qui se faisait en amont du système dans l'école de la III^{ème} République est désormais remise en cause : tous les enfants, quelque soit leurs conditions sociales ou leur sexe, doivent pouvoir accéder à des études secondaires.

● **Au-delà de la massification, les objectifs de l'école sont donc méritocratiques : il s'agit de favoriser la réussite scolaire des meilleurs tout en permettant de sélectionner l'élite.** Le libre accès à l'école devrait permettre que les places sociales soient distribuées selon les capacités des individus. Le développement des effectifs, la suppression des filières étanches, le collège unique (1975, loi Haby), vont dans ce sens :

- Les inégalités sociales se réduisent : en 1953, 86% des enfants de cadres sup. entrent en 6^{ème} contre 21 % des fils d'ouvriers et 16% des fils d'agriculteurs. En 1963, ces chiffres sont de 94%, 45% et 40% (INED).

- Les inégalités entre les sexes se réduisent également. **Le nombre d'étudiantes devient égal à celui des étudiants en 1971.** La montée des filles est un mouvement de fond. Les filles l'emportent sur les garçons aux 4 étages de l'édifice scolaire : à l'école primaire, elles redoublent moins ; au collège, elles sont moins orientées vers l'apprentissage ; au lycée, elles obtiennent de meilleurs résultats au bac ; à l'université, elles ont un taux d'accès plus élevé. Les filles progressent dans toutes les séries et dans l'enseignement supérieur. La présence féminine se renforce notamment dans les classes préparatoires.

- Le temps moyen de la scolarisation est de 19 ans, soit une sortie du système scolaire à 21 ans. La part d'une génération accédant au niveau du baccalauréat s'élève à 69 % à la rentrée 2002, 90% en 2020. Au début du siècle, c'est à peine 5% d'une classe d'âge qui passe par le lycée.

● **Des inégalités précoces dès les premières étapes du système scolaire français.**

- **La France est le pays où la pré-scolarisation est la plus importante (maternelle).** Or la présence en maternelle est associée à un meilleur déroulement de la scolarité en primaire : 75% des enfants qui ont suivi 3 ou 4 années de maternelle n'ont jamais redoublé en primaire contre 61% pour ceux qui n'y sont restés qu'un an. **La formation du primaire est très cumulative** : ce que l'on apprend l'année t est déterminant pour l'année t+1. Dans ce cadre, **la présence plus ou moins active des parents est essentielle et le « stock » d'instruction dont ils disposent est essentiel.** A niveau égal d'instruction ce sont les familles dont la mère est la plus « cultivée » où les enfants ont le plus de facilité (compte tenu du temps que les mères consacrent à leurs enfants). **La taille de la famille joue aussi un rôle dans la réussite des enfants de milieux populaires**, à travers essentiellement les contraintes économiques (espace disponible pour l'enfant, budget consacré à l'école moins important...). **L'origine nationale de la famille joue aussi un rôle** mais les auteurs ne sont pas arrivés à isoler l'effet spécifique de la nationalité ; cet effet reste dominé par celui du capital culturel et des ressources financières de la famille.

- **Des inégalités qui se confirment dans le secondaire et le supérieur.** L'inégalité entre milieux sociaux se construit dès le plus jeune âge et s'accroît par la suite. Cette inégalité est renforcée par des choix scolaires discriminants : choix (ou absence de choix) d'établissement, choix d'option, de filière etc. **Avec la massification scolaire, l'inégalité est devenue plus qualitative et va passer par l'orientation** (filières générales ou lycées techniques ; choix des options au lycée). Ainsi, avant la réforme du baccalauréat en 2018, les fils de cadres avaient 2,9 fois plus de chances que ceux des ouvriers d'avoir leur Bac et 8 fois plus d'obtenir un « Bac S ». Cette inégalité se renforce dans le supérieur puisque près de 4/5 des enfants de cadres et d'enseignants terminent leurs études universitaires, alors que ce n'est le cas que qu'un enfant ouvrier sur quatre. L'écart se creuse en fonction du prestige des filières : les enfants de cadres et d'enseignants représentent 15,8% des 20-24 ans, 48,5% des classes préparatoires aux grandes écoles, 81,3% des effectifs des quatre grandes écoles les plus prestigieuses (Polytechnique, ENA, HEC et ENS). Plusieurs facteurs interviennent :

⁷ Marie Duru-Bellat et Agnès Van Zanten *Sociologie de l'école* Armand Colin 2^{ème} édition 2002 ; *Sociologie des systèmes éducatifs* coll. Licence socio éd. PUF 2009

- L'excellence scolaire accumulée tout au long de la scolarité (amplification du capital culturel d'origine)
- L'auto-sélection sociale (moindre ambition : on a l'ambition de ses moyens) mais aussi sexuelle
- La durée et donc le coût des études
- L'arbitrage entre le « facteur risque » (celui d'échouer malgré les efforts) et le « facteur rendement » (position sociale et revenus futurs)
- L'importance des bons choix d'orientation (ceux qui correspondent aux motivations et aux moyens) et donc au « capital social »
- Les inégalités de contexte : la concentration dans certains établissements des élèves les plus favorisés crée des références de réussite qui renforcent la réussite.

B/ Les principales analyses : les théories de la reproduction ; les théories en termes de stratégies des acteurs

1/ Les théories de la reproduction :

a) les analyses de P. Bourdieu et JC Passeron

● La méthode est influencée par le déterminisme (mise en valeur des conditions sociales nécessaires pour qu'un phénomène se produise, et cela de façon neutre et extérieure à l'objet étudié) et le globalisme (prédominance du tout sur les parties), hérités de Durkheim. Mais P. Bourdieu tente de dépasser ces approches :

- Il adopte une démarche qualifiée par Philippe Corcuff de "*constructivisme structuraliste*" à travers le concept "d'*habitus*" : les agents qui occupent une même position sociale ont un certain nombre de propriétés en commun qui s'expliquent par des conditions d'existence semblables. Ils partagent un même *habitus* de classe, c'est à dire un système de dispositions qui homogénéisent leurs pratiques et leurs visions du monde. Cet *habitus* va conditionner le « jeu social » dont le but est "la distinction" et la détermination de ce qui est légitime de faire, de penser ou de ressentir.

- L'espace social est composé d'une pluralité de champs, plus ou moins autonomes, dont le « champ scolaire ». Dans ces champs, l'individu va posséder plus ou moins de ressources, de « capitaux » ; qui lui permettront d'exercer plus ou moins de pouvoir social (emprunts à Max Weber) : un capital économique (revenus, patrimoine) ; un capital culturel (niveau de diplôme, maîtrise de la culture légitime) ; un capital linguistique ("savoir parler quand il faut, comme il faut, où il faut") ; un capital social (relations familiales, professionnelles, amicales).

● Pour Bourdieu, **l'action pédagogique, fondée sur un rapport de communication, est une « violence symbolique »**. Elle sert à imposer à tous les groupes sociaux la culture du groupe dominant, sa vision du monde, tout en se référant à la dimension universelle d'une culture qui serait au-dessus de tout (alors qu'elle n'est que celle de la minorité qui détient le pouvoir culturel). **La culture sanctionnée par l'école est celle des groupes favorisés**, qui, ainsi, imposent leur vision du monde (« violence symbolique »). Les enfants des groupes favorisés culturellement détiennent un « *capital culturel* » (« *ensemble des qualifications intellectuelles socialement sanctionnées, qui sont cumulables, reproductibles et transmissibles*») important, que les enseignants traditionnels valorisent par une pédagogie qui se limite à « réveiller » des dons enfouis prétendument naturels. **Cette pédagogie sanctionne, dans les faits, l'inégale distribution sociale du « capital culturel »**.

● Comment s'exerce cette domination culturelle ?

-**L'importance du langage**. La langue n'est pas seulement un instrument de communication, elle fournit, outre un vocabulaire plus ou moins fourni, **un système de catégories** plus ou moins riche qui permet de **déchiffrer et de manipuler des structures complexes**, qu'elles soient logiques ou esthétiques.

- Les familles fournissent également un certain « **ethos** » qui contribue avec le capital culturel à **définir les attitudes et la réussite des individus dans le système scolaire**. L'attitude à l'égard de l'école traduit un système de valeurs propres à la catégorie sociale. Les catégories défavorisées prennent « *les réalités pour leur désir* » et modèrent eux-mêmes leurs ambitions, en invoquant, par exemple, le manque de goût pour l'école et les problèmes matériels. **Il existe donc un mécanisme de « sur-sélection »** : il faudra aux élèves issus de catégories défavorisées des résultats meilleurs que ceux des enfants favorisés pour réussir.

→ Ainsi non seulement l'école reproduit les inégalités sociales mais elle les accentue et les légitime.

b) L'analyse de C. Baudelot et R. Establet

● La méthode est influencée par le marxisme, et notamment par l'analyse d'**Althusser** : une vision de la société en termes de classes sociales et la prise en compte, à côté de l'appareil répressif d'État, des "*appareils idéologiques d'État*" unifiés par l'idéologie dominante, qui ont pour objectif de reproduire les rapports sociaux de production, en inculquant un "*habitus*" de soumission à ces rapports.

- Selon les auteurs, la logique du mode de production capitaliste, qui divise la société en deux classes antagonistes, structure aussi le système scolaire en deux filières : secondaire-supérieur (SS), vouée à la reproduction de la classe dominante ; et primaire-professionnel (PP), préparant la main-d'œuvre d'exécution à ses tâches et transformant en outre à ses yeux, le travail en devoir.
 - Le primaire-professionnel (PP) accueille 75% de la population scolaire, les enfants de la classe exploitée qui reçoit une version appauvrie de la culture scolaire afin qu'ils soient capables de comprendre et d'appliquer les ordres qu'ils reçoivent.
 - Le secondaire-supérieur (SS) réservé à 25% des jeunes, les enfants de la bourgeoisie qui vont devenir les interprètes actifs de l'idéologie dominante (les donneurs d'ordre).
- L'École fonctionne donc très bien puisqu'elle est, avant tout, un agent de stratification sociale qui doit, dès l'entrée dans la vie, assurer la reproduction des rapports sociaux.

Attention ! Le problème de ces analyses en termes de reproduction, c'est qu'elles analysent surtout les conditions de la réussite scolaire en montrant l'inégalité des ressources de départ. Or, l'échec scolaire n'est pas simplement une absence de réussite, **c'est aussi une expérience que traverse l'enfant en essayant de « faire avec »**. Quels sont les processus qui permettent de mieux comprendre « ce qui se passe » dans l'histoire d'un enfant qui rencontre des difficultés à l'école ?

2/ Les théories en termes de stratégie des acteurs (R. Boudon)

- Le fait que les chances d'accès à l'université d'un enfant d'ouvrier soient très inférieures à celles d'un fils ou d'une fille de cadre supérieur, par exemple, ne fait pas discussion. La question est d'expliquer le phénomène. R. Boudon refuse toute explication qui fait de la société une totalité transcendante à ses parties qui affecte les comportements individuels et fixe aux individus leurs buts et leurs intentions. Il adopte la méthode de « l'individualisme méthodologique » en faisant référence à Max Weber (1864-1920). Il débute son analyse par une présentation du « **Paradoxe d'Anderson** » (1961) : les enquêtes menées à l'époque révèlent que l'acquisition d'un diplôme supérieur à celui obtenu par son père ne garantit pas forcément une position sociale plus élevée. Inversement, de moins bons résultats scolaires ne se traduisent pas nécessairement par une régression de son statut social (mobilité sociale intergénérationnelle descendante). Comment expliquer que le lien entre le niveau de diplôme et le statut social soit si limité ?

- R. Boudon s'attache à montrer que **l'origine sociale pèse sur les résultats scolaires et sur les stratégies des acteurs au sein du système éducatif** (axiome d'inégalité scolaire devant l'école).

- Le **milieu social** dans lequel est élevé un jeune engendre des avantages ou des désavantages cognitifs et culturels déterminants de la réussite scolaire. On ne peut nier l'héritage culturel, mais ce n'est pas le facteur le plus important.

- Le **comportement des acteurs** est différent au moment des grands choix d'orientation. On peut, en effet, comparer le système à un réseau complexe de « voies ferrées » reliées par des « aiguillages ». A chaque bifurcation, l'acteur fait un choix en fonction des coûts économiques (coûts des études et de la non-rémunération liée à ces études) et psychologiques (rupture avec le milieu familial, avec le groupe des pairs...) supposés de cette orientation et les avantages qu'il estime pouvoir en retirer (obtention d'un emploi, acquisition d'un statut social plus élevé, d'un meilleur revenu...). Or, toutes choses égales par ailleurs, un individu de classe sociale inférieure :
 1. accorde en moyenne une valeur plus faible à l'école comme moyen de réussite ;
 2. a, en moyenne, un certain handicap cognitif par rapport aux autres classes ;
 3. tend en moyenne à sous-estimer les avantages futurs d'un investissement scolaire ;
 4. tend à surestimer les désavantages présents d'un investissement scolaire ;
 5. tend à surestimer les risques d'un investissement scolaire.

- Ainsi, une scolarité à l'Université n'apporte pas le même bénéfice social à un jeune de milieu traditionnellement instruit et à un jeune dont les parents ne sont dotés d'aucun diplôme. Si cette orientation s'impose au premier (nécessité de la reproduction sociale), pour le second, des études moins longues, en BTS par exemple, suffisent pour améliorer la position sociale pour un coût économique (le risque de perdre la Bourse est plus grand à l'Université que dans un BTS) et psychologique moins élevé. L'état final de l'institution scolaire se présente donc comme la résultante de ces microdécisions individuelles qui sont elles-mêmes conditionnées par la position sociale auxquelles il faut ajouter les décisions gouvernementales : augmentation des places scolaires, réformes etc.

3/ Dépasser les interprétations traditionnelles ? La place de l'école et du savoir dans les familles

● Le concept « *d'anthroponomie* »⁸, soit la production des êtres humains en tant qu'êtres sociaux, est un phénomène essentiel **pour expliquer la reproduction dans lequel la famille joue un rôle central**. La famille est une unité de production mais pas uniquement de biens et services mais aussi d'enfants : en fixant des objectifs, en divisant le travail (entre parent par exemple) et en répartissant les moyens dont elles disposent, **les familles produisent des êtres sociaux et ont tendance à se reproduire socialement**.

● Comprendre les inégalités scolaires à partir du « rapport au savoir »⁹ est également essentiel pour cerner la façon dont chaque enfant se positionne par rapport à l'apprentissage : qu'est-ce qu'apprendre pour l'enfant ? On apprend pour soi-même ou pour faire plaisir ? pour comprendre ou pour réussir ? Les réponses à ces questions dépendent beaucoup de l'histoire de l'enfant et de sa famille, des « capitaux » dont disposent ses parents mais aussi des expériences scolaires vécues par les frères et sœurs, de l'histoire scolaire de ce que l'on connaît etc. **Le profil de l'élève dépend, en définitive, d'un rapport au savoir qui est à la fois singulier (individualisme méthodologique) et collectif (globalisme)**.

C/ Réussite scolaire et position sociale

1/ La baisse de la valeur marchande des diplômes ?

● Une dévalorisation relative des diplômes ? **R. Boudon** s'attache à montrer que le diplôme est insuffisant pour accéder aux positions sociales les plus élevées.

- La démocratisation de l'école va provoquer une distorsion entre le nombre de diplômés et le nombre de places sociales élevées. Le diplôme a donc tendance à se dévaloriser.
- Si les meilleures positions sociales sont attribuées en priorité aux individus ayant le meilleur niveau scolaire (effet méritocratique), à l'intérieur de chaque niveau scolaire, **c'est celui qui a la position sociale la plus élevée qui obtient les meilleures places (effet de dominance)**. C'est ainsi que R. Boudon parvient à expliquer le paradoxe d'Anderson.

-Attention ! Il faut toutefois rappeler que le diplôme est la meilleure garantie contre le chômage, notamment pour une première embauche. Un niveau scolaire faible condamne la personne à une destinée sociale moyenne ou inférieure, sauf à passer par quelques voies d'ascension sociale où un diplôme n'est pas requis. Mais en France, ces voies sont rares. Si un mauvais élève a une origine sociale supérieure, il pourra cependant compter (peut-être) sur une forme de protection, mais sans compenser pleinement son niveau scolaire insuffisant. En revanche, si le mauvais scolaire est d'origine populaire, il risque l'immobilité sociale en bas, voire la mobilité sociale la plus descendante. Ces situations sociales sont parmi les plus explosives dans une société où les comparaisons envieuses sont fortes.

● **L'importance du capital social et du capital économique des familles**

- La répartition des positions sociales entre propriétaires et non propriétaires du capital est encore largement déterminée par **le patrimoine possédé par la famille** (les individus accédant à des fortunes économiques à partir de rien restant assez rares)
- Que l'on possède ou non le capital économique, la réussite sociale est fortement déterminée par les réseaux de relations que l'on possède : le « **capital social** ». La théorie des « réseaux » insiste d'ailleurs sur la « **force des liens faibles** » (**Granovetter**) : ce sont les relations indirectes qui sont le plus susceptibles de nous aider car dans la relation les enjeux personnels sont minimisés. Ce « capital social » ou « force des liens faibles » ne se compose pas exclusivement des relations constituées par les parents ou la parentèle au sens large. Avec les mutations économiques et surtout technologiques, les connaissances que l'individu se construit priment sur le réseau hérité de la famille, surtout dans les nouveaux secteurs des TIC. Le « piston » des parents reste cependant encore marqué dans des professions traditionnelles et fermées : agriculteurs, notaires, comédiens etc.

2/ Les inégalités intergénérationnelles dans le rendement social des diplômes¹⁰

● Pour les générations qui ont aujourd'hui autour de 55 ans, à tous les niveaux des classes moyennes du public ou du privé, l'ouverture rapide de nouveaux postes a permis d'absorber le surcroît de candidats potentiels, d'où une concurrence modérée et une meilleure valorisation des diplômes. Pour les générations âgées de 30 à 34 ans (nées vers 1970-1975), tandis que le niveau de diplôme croît et que les origines sociales s'élèvent, **la moitié des**

⁸ L'anthroponomie est un concept de **Daniel Bertaux**, dans *Destins personnels et structure de classe* (Presses universitaires de France, 1977)

⁹ **Bernard Charlot** dans *Le rapport au savoir en milieu populaire (une recherche dans les lycées professionnels de banlieue* éd. Anthropos 1999)

¹⁰ **Louis Chauvel** « *Le destin des générations* », 2002, « *Les classes sociales à la dérive* » 2006

postes au sein des catégories intermédiaires de statut public ont simplement disparu, et leurs équivalents du privé ont connu une croissance trop lente pour absorber l'expansion des candidatures. Il existe ainsi un profond paradoxe selon les âges : les quinquagénaires (nés vers 1960) ont connu une amélioration de leur carrière commencée près de 30 ans avant, alors que les plus jeunes, pourtant plus diplômés, voient leurs perspectives limitées.

● **On assiste finalement à une plus grande fréquence des « déclassés » d'enfants des classes moyennes et ce pour deux raisons :**

- Les postes correspondant à ces classes moyennes ont cessé de progresser (dans l'enseignement par exemple), donc **la mobilité structurelle ne joue plus favorablement**

- **Une frustration sociale forte liée à au sentiment que la génération suivante aura une moins bonne destinée sociale alors que l'on a investi dans chaque famille pour consentir des efforts éducatifs importants** (Hervé Le Bras). En effet, alors que le niveau scolaire constitue le ticket d'entrée sur le monde du travail, bien plus que l'origine sociale, on pourrait croire que si davantage de personnes ont des diplômes élevés, alors davantage de personnes auront aussi des emplois dans les catégories supérieures. Or, cette espérance des familles, nourrie souvent par les promesses politiques, s'avère fragile et source de frustration. **Depuis les années 1980, la structure sociale de destination évolue moins vite que la structure scolaire : il n'y a pas autant de postes de cadres supérieurs que de postulants** (d'où un effet d'inflation des diplômes démontré par Boudon : là où une Licence suffisait, il faut désormais un Master, permettant d'éclairer le « paradoxe d'Anderson » d'un angle nouveau). Enfin, doit-on nécessairement s'attendre à ce que la promesse scolaire se transforme systématiquement en ascenseur social ? L'école ne saurait promettre une place de cadre à chaque bon élève. En revanche, elle doit s'efforcer d'apporter une formation solide et en ce sens, on ne saurait se résigner face au taux de NEETs¹¹ en France (jeunes entre 18 et 24 ans non scolarisés, sans emploi et sans formation) en 2016 (contre 15,3 % de la moyenne de l'OCDE (OCDE, 2016)). Surtout lorsqu'on est enseignant...

¹¹ L'OCDE a choisi de construire son indicateur sur les 18-24 ans à travers le périmètre des NEETs (Not in Education, Employment or Training). Cette mesure indique la part des jeunes qui ont quitté l'école et qui ne sont ni en emploi, ni en formation.